

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 2013-2014

18 MARS 2014

**Proposition de résolution visant à
promouvoir la réindustrialisation de
l'Union européenne**

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES ET DES AFFAIRES
ÉCONOMIQUES
PAR
M. DAEMS

I. INTRODUCTION

La proposition de résolution à l'examen a été déposée par Mme Arena et consorts, le 13 janvier 2013. Pour les auteurs, il est crucial que la Belgique

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 2013-2014

18 MAART 2014

**Voorstel van resolutie teneinde de
herindustrialisering van de Europese
Unie te bevorderen**

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR
DE FINANCIËN EN VOOR
DE ECONOMISCHE AANGELEGENHEDEN
UITGEBRACHT DOOR
DE HEER DAEMS

I. INLEIDING

Voorliggend voorstel van resolutie werd ingediend op 13 januari 2013 door mevrouw Arena c.s. Voor de indieners is het van cruciaal belang dat België voluit

Composition de la commission / Samenstelling van de commissie :

Présidente / Voorzitster : Fauzaya Talhaoui.**Membres / Leden :**

N-VA	Frank Boogaerts, Patrick De Grootte, Lieve Maes, Sabine Vermeulen.
PS	Marie Arena, Ahmed Laaouej, Louis Siquet.
MR	François Bellot, Richard Miller.
CD&V	Wouter Beke, Etienne Schouppe.
sp.a	Leona Detiège, Fauzaya Talhaoui.
Open Vld	Rik Daems.
Vlaams Belang	Anke Van dermeersch.
Écolo	Jacky Morael.
cdH	Bertin Mampaka Mankamba.

Suppléants / Plaatsvervangers :

Bart De Nijn, Inge Faes, Lies Jans, Helga Stevens, Karl Vanlouwe.
Paul Magnette, Philippe Mahoux, Fabienne Winckel, Olga Zrihen.
Christine Defraigne, Gérard Deprez, Dominique Tilmans.
Dirk Claes, Cindy Franssen, Johan Verstreken.
Daila Douifi, Fatma Pehlivan, Guy Swennen.
Jean-Jacques De Gucht, Yoeri Vastersavendts.
Yves Buysse, Filip Dewinter.
Benoit Hellings, Cécile Thibaut.
Francis Delpérée, Vanessa Matz.

*Voir :***Documents du Sénat :****5-1950 - 2012/2013 :**

N° 1 : Proposition de résolution de Mme Arena et consorts.
N° 2 : Amendements.

5-1950 - 2013/2014 :

N^{os} 3 et 4 : Amendements.

*Zie :***Stukken van de Senaat :****5-1950 - 2012/2013 :**

Nr. 1 : Voorstel van resolutie van mevrouw Arena c.s.
Nr. 2 : Amendementen.

5-1950 - 2013/2014 :

Nrs. 3 en 4 : Amendementen.

soutienne pleinement la réindustrialisation de l'Union européenne : celle qui permet le développement d'une économie durable, préserve la consommation intérieure de l'Union européenne et assure des échanges équitables avec les pays tiers. Mme Arena, auteure principale, estime que la proposition de résolution à l'examen offre des perspectives pour notre économie et notre industrie. Elle trouve qu'il est injuste de ne pas préserver le savoir-faire et l'emploi industriel de notre propre pays. Il ne faut pas partir d'un point de vue conservateur et de l'idée que l'industrie d'hier est celle d'aujourd'hui et sera celle du futur. Il faut en revanche avoir une attitude engagée afin de pouvoir soutenir la transformation de l'industrie actuelle en industrie de demain. Dans ce contexte, son point de vue est diamétralement opposé à celui de plusieurs pseudo-scientifiques qui pensent que l'industrie ne fera plus partie de l'avenir de l'Europe. Certaines personnes affirment réellement qu'on a délocalisé la production vers les pays émergents et que l'Europe devrait uniquement se borner au secteur des services.

Vu le contenu du texte, les membres de la commission des Finances et des Affaires économiques considèrent qu'il est important que les recommandations contenues dans la résolution soient votées lors de la séance plénière du Sénat, qui se tiendra le 20 mars 2014. Et ce, en vue du Sommet européen de printemps entre les chefs d'État et de gouvernement et les partenaires sociaux, qui se tiendra à Bruxelles les 20 et 21 mars 2014. Confiance a donc été faite au rapporteur pour un rapport oral en séance plénière.

Les dispositions de la proposition de résolution ont été examinées en commission des Finances et des Affaires économiques lors des réunions des 19 mars, 8 mai et 11 juin 2013, et des 25 février et 18 mars 2014.

Deux réunions, en l'occurrence les réunions du 4 décembre 2013 et du 22 janvier 2014, ont été consacrées aux auditions des personnes suivantes :

- M. Benjamin Denis, conseiller de la Confédération européenne des syndicats (CES);
- M. Jonathan Holslag, professeur à la VUB;
- M. Frank Vandermarliere, conseiller général d'Agoria;
- M. Didier Herbert, directeur, Commission européenne, DG Entreprises et Industrie.

Environ quatre-vingts amendements ont été déposés durant les réunions de la commission. Ils traduisent l'évolution du débat et le processus qui a mené au texte finalement adopté.

de herindustrialisering van de Europese Unie steunt; door de ontwikkeling van de duurzame economie, die de binnenlandse consumptie van de Europese Unie bevordert en een billijke handel met derde landen garandeert. Mevrouw Arena, hoofdindienster, is van mening dat voorliggende resolutie perspectieven aanreikt aan onze economie en aan onze industrie. Ze vindt het niet juist dat men niet de eigen *know how* en de industriële tewerkstelling beschermt. Dit dient niet op een conservatieve manier te gebeuren, waarbij men er van uitgaat dat de industrie van gisteren de industrie van vandaag en morgen is, maar wel op een geëngageerde manier zodat men de omzetting van een actuele industrie naar een industrie van morgen kan ondersteunen. In dit kader verzet ze zich compleet tegen een aantal pseudowetenschappers die denken dat de toekomst van Europa erin ligt om zijn industrie te verliezen. Bepaalde personen beweren daadwerkelijk dat men de productie naar de opkomende landen verhuisd heeft en dat Europa zich tevreden moet stellen met enkel een dienstensector.

Gezien de inhoud van de tekst, achten de leden van de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden het belangrijk dat de aanbevelingen van de resolutie in de plenaire vergadering van de Senaat van 20 maart 2014 gestemd worden. Dit met het oog op de Europese Lentetop van Staats- en Regeringsleiders én de sociale partners, die op 20 en 21 maart 2014 in Brussel plaatsvindt. Vandaar het vertrouwen dat werd geschonken aan de rapporteur voor het uitbrengen van een mondeling verslag in de plenaire vergadering.

De bepalingen van het voorstel van de resolutie werden besproken in de commissie voor de Financiën en de Economische Aangelegenheden tijdens de vergaderingen van 19 maart, 8 mei en 11 juni 2013, 25 februari en 18 maart 2014.

Twee vergaderingen, namelijk de vergaderingen van 4 december 2013 en 22 januari 2014, werden gewijd aan hoorzittingen met de volgende personen :

- de heer Benjamin Denis, adviseur, CES;
- de heer Jonathan Holslag, professor, VUB;
- de heer Frank Vandermarliere, algemeen adviseur, Agoria;
- de heer Didier Herbert, directeur, Europese Commissie, DG Ondernemingen en Industrie.

Tijdens de commissievergaderingen werden er een tachtigtal amendementen ingediend. Zij vormen de weerslag van de evolutie van het debat en de evolutie naar de uiteindelijk aangenomen tekst.

II. RAPPORT DES AUDITIONS

1. Audition du 4 décembre 2013

A. Exposés introductifs

Exposé de M. Jonathan Holslag, *Research fellow, Brussels Institute of Contemporary China Studies (ICCS), VUB*

M. Jonathan Holslag souligne l'importance de la discussion pour l'économie belge et l'économie européenne. L'Asie a toutefois lancé une nouvelle course internationale à l'industrie. Ainsi, la Chine entend mettre à profit les dix prochaines années pour tenter de briguer le *leadership* industriel. La semaine dernière, le Japon a annoncé investir 500 milliards d'euros pour renforcer la compétitivité de ses usines. La croissance basée sur les investissements reste très importante dans les pays asiatiques. En outre, ceux-ci ciblent surtout les secteurs dans lesquels la Belgique, entre autres, conserve encore un avantage comparatif pour le moment. Le secteur pharmaceutique, l'énergie propre. Les caractéristiques essentielles de cette nouvelle politique industrielle menée par les pays asiatiques combinent dévaluation externe et transferts internes par l'intermédiaire des ménages, des banques d'État et des déductions fiscales. L'environnement et la législation sociale sont aussi des aspects importants dans la constitution d'un avantage concurrentiel pour les pays asiatiques. Le quatrième aspect concerne enfin les zones de libre-échange. Celles-ci sont de plus en plus instrumentalisées dans la politique industrielle.

La politique industrielle asiatique esquissée ici contribue à la croissance de la surcapacité industrielle internationale. En témoigne le fléchissement constant du taux d'utilisation de capacité de l'industrie au cours des dix dernières années.

L'intervenant précise ensuite que le *boom* industriel asiatique a aussi des répercussions sur le retour sur investissement (RSI). Ce dernier diminue de plus en plus rapidement. Même les investissements dans l'innovation industrielle sont de moins en moins importants, car là aussi, le retour sur investissement diminue. La baisse du retour sur investissement engendre aussi une plus grande instabilité financière. Le retour sur investissement réel diminue, ce qui pousse les investisseurs à exploiter davantage la branche spéculative de l'économie mondiale. Cause des bulles et nouvelles crises dans le futur.

Des guerres commerciales perfides éclateront, non pas en termes de tarifs, mais à travers des instruments plus subtils. Leur complexité rend le cadre juridique international actuel insuffisant pour s'attaquer à ce problème à partir de l'Union européenne, par exemple. Nous devons donc nous préparer à une nouvelle politique de guerre économique, davantage axée sur

II. VERSLAG VAN DE HOORZITTINGEN

1. Hoorzitting van 4 december 2013

A. Inleidende uiteenzettingen

Toelichting door de heer Jonathan Holslag, *Research fellow, Brussels Institute of Contemporary China Studies (ICCS), VUB*

De heer Jonathan Holslag benadrukt het belang van de discussie voor de Belgische en de Europese economie. Vanuit Azië echter is er een nieuwe internationale wedloop om de industrie losgebroken. Zo wil China de komende tien jaar een gooi doen naar het industriële leiderschap. Japan is vorige week naar buiten gekomen met 500 miljard euro aan investeringen om zijn fabrieken competitiever te maken. De investeringsgedreven groei blijft in de Aziatische landen zeer belangrijk en bovendien blijkt dat ze vooral hun pijlen richten op die sectoren waar o.a. België momenteel nog een comparatief voordeel heeft. De farmaceutische sector, schone energie. De essentiële kenmerken van dit nieuwe industriële beleid dat door de Aziatische landen wordt gevoerd, zijn een combinatie van externe devaluatie en interne transfers via gezinnen, staatsbanken en belastingaftrekken. Ook het leefmilieu en sociale regelgeving is een belangrijk aspect in de opbouw van het concurrentieel voordeel van de Aziatische landen. Het vierde aspect ten slotte betreft de vrijhandelszones. Deze laatste worden meer en meer gebruikt als een instrument in de industriële politiek.

De hier geschetste industriële politiek in Azië draagt bij tot de groei van de internationale industriële overcapaciteit. Deze wordt geïllustreerd door de gestage afname van de internationale *capacity utilisation rate* van de industrie gedurende de laatste 10 jaar.

Spreeker stelt vervolgens dat de Aziatische industriële opmars ook gevolgen heeft voor de *Return on Investment* (ROI). Deze neemt sneller en sneller af. Hierbij worden zelfs de investeringen in innovatie in de industrie kleiner en kleiner aangezien ook hier de *return* afneemt. De daling van de ROI veroorzaakt ook meer financiële instabiliteit. De *return* op reële investeringen neemt af en daardoor zoeken investeerders het meer in het speculatieve segment van de wereldeconomie. Oorzaak van bubbels en nieuwe crisissen in de toekomst.

Verder zullen er sluikse handelsoorlogen ontstaan, niet met tarieven maar wel met meer subtiële instrumenten. Het complexe ervan maakt dat het huidige internationale juridische kader niet volstaat om deze problematiek bijvoorbeeld vanuit de Europese Unie aan te pakken. We zullen ons daarom moeten voorbereiden op een nieuwe economische

l'intervention politique. Une nouvelle réalité sur laquelle l'Europe doit se pencher au plus vite.

Quel est l'impact de ces nouveaux éléments caractéristiques sur l'industrie belge ?

Depuis 2008, l'industrie belge a été durement touchée, et en tout cas davantage que l'industrie d'autres pays européens. La production industrielle de notre pays a diminué de 7,5 %, alors qu'elle a progressé dans des pays comme les Pays-Bas, l'Allemagne ou l'Autriche. Durant cette période, l'industrie a perdu 105 000 emplois, ce qui est considérable par rapport aux Pays-Bas et, *a fortiori*, par rapport à l'Allemagne et l'Autriche, où le nombre d'emplois dans l'industrie a augmenté. Les exportations de produits industriels aussi se sont effritées beaucoup plus rapidement, ce qui contribue à expliquer le déficit de la balance commerciale belge. Cette situation n'est pas tenable à long terme et prouve également qu'il faut faire des efforts pour sauvegarder l'économie manufacturière belge.

Dans le cadre esquissé ci-dessus, une politique industrielle est tout simplement indispensable au niveau européen. Il y a urgence en la matière et la Belgique doit y collaborer de manière constructive. Elle doit réfléchir à sa propre politique industrielle et se demander comment faire pour offrir des opportunités à son industrie. L'intervenant affirme ne pas croire en une politique de subsides et de réductions des charges. Les subsides en matière d'énergie, par exemple, sont des expédients qui ne sont pas durables.

L'intervenant croit en revanche en quatre priorités majeures :

1° Il faut déplacer le débat des charges fiscales vers l'efficacité fiscale. Rien ne prouve que des taux d'imposition élevés nuisent à la compétitivité industrielle. On peut réfléchir à un déplacement de la fiscalité vers la consommation et l'énergie, mais il n'en demeure pas moins important de tendre vers une affectation plus efficace des revenus. De même, il faut améliorer la coordination administrative, l'administration, les infrastructures et l'enseignement.

2° Cela nous amène à un deuxième débat important : celui de la dette publique. La dette publique est symptomatique d'un mauvais investissement des moyens prélevés chez les entreprises et les consommateurs. Cela signifie également que des travailleurs sont déplacés des secteurs privés vers des secteurs publics qui vivent au-dessus de leurs moyens. C'est surtout l'externalisation de cette dette qui pose problème. Depuis 2008, près de 1,5 % du PNB belge est financé annuellement par des obligations d'État qui ont été vendues à l'étranger. Si l'on voulait provoquer des déficits commerciaux, on ne s'y prendrait pas autrement, car c'est un véritable handicap pour notre industrie manufacturière. En externalisant la dette, nous invitons d'autres pays à nous concurrencer très durement.

krijgspolitiek waar politieke interventie belangrijker wordt. Een nieuwe realiteit die Europa dringend onder ogen moet zien.

Wat is nu de impact van deze nieuwe kenmerkende elementen op de Belgische industrie ?

De Belgische industrie heeft sinds 2008 zware klappen gekregen in vergelijking met andere Europese landen. De industriële productie daalde met 7,5 %, terwijl die in pakweg Nederland, Duitsland of Oostenrijk toenam. In die periode gingen 105 000 banen in de industrie verloren, wat veel is in vergelijking met Nederland, en zeker met Duitsland en Oostenrijk, waar het aantal banen toenam. Ook de export van industriële producten kalfde veel sneller af, wat mee het tekort op de Belgische handelsbalans verklaart. Deze situatie is op lange termijn niet houdbaar en toont ook aan dat er een inspanning moet geleverd worden om de Belgische maakeconomie overeind te houden.

In het hierboven geschetste kader is er zonder meer op Europees niveau een noodzaak aan een industrieel beleid. De urgentie hiervoor is heel groot en België moet constructief meewerken. Het moet nadenken over zijn eigen industriële politiek en het moet in vraag stellen hoe we zelf moeten presteren om de industrie kansen te bieden. Spreker zegt niet te geloven in een politiek van subsidies en lastenverlagingen. Bijvoorbeeld de subsidies op energie zijn lapmiddelen die niet duurzaam zijn.

Wel gelooft de spreker in vier belangrijke speerpunten :

1° We moeten het debat verleggen van fiscale lasten naar fiscale efficiëntie. Er is geen bewijs dat hoge belastingen leiden tot minder industriële competitiviteit. Men kan nadenken over een verschuiving van belasting naar consumptie en energie, maar het blijft vooral een zaak om meer efficiëntie in de besteding van de inkomsten na te streven. Betere bestuurlijke coördinatie, betere administratie, betere infrastructuur en beter onderwijs.

2° Dat brengt ons bij een tweede belangrijke discussie : de overheidsschuld. Overheidsschuld is symptomatisch voor het wegnemen van middelen bij bedrijven en consumenten zonder ze goed te investeren. Maar het betekent ook dat werknemers uit private sectoren zijn verplaatst naar publieke sectoren die boven hun stand leven. Helemaal problematisch is het externaliseren van die schuld. Sinds 2008 is jaarlijks zowat 1,5 % van het Belgische bnp gefinancierd door overheidsobligaties die in het buitenland verkocht werden. Dit is vragen om handte korten, want een handicap voor onze maakindustrie. Schuld in het buitenland leggen is een uitnodiging aan andere landen om ons murw te concurreren.

3° La troisième question concerne l'énergie. En réalité, c'est très simple : l'accroissement de la prospérité pousse les prix à la hausse. Plusieurs pays tentent d'empêcher ce phénomène en ne faisant pas payer la pollution trop chère, en important de l'énergie ou en octroyant des subsides. Nous ne pouvons pas et ne devons d'ailleurs pas non plus gagner cette course à l'énergie bon marché. Nous devons au contraire préconiser des normes européennes plus strictes, qui s'appliquent aussi à l'énergie importée hors UE. Telle est la seule manière de donner à nos entreprises le ballon d'oxygène qu'elles méritent. Si cette politique ne fonctionne pas au niveau européen, il faut chercher des alternatives en Belgique.

4° Enfin, il faut en finir avec le populisme axé sur la consommation. L'intervenant comprend parfaitement que les politiques tentent de maintenir le pouvoir d'achat des ménages, mais cela ne peut se faire au détriment de la position concurrentielle de nos producteurs et, partant, du pouvoir d'achat des prochaines générations. Que ce soit dans le domaine des panneaux solaires ou de la téléphonie à bas prix, le dumping est inadmissible et notre pays doit s'engager plus activement pour une politique commerciale européenne forte.

Ce n'est qu'une fois ces conditions remplies que nous pourrions envisager d'apporter çà et là un soutien, aussi limité soit-il, à nos industries. Une bonne politique industrielle peut favoriser la politique économique, mais elle ne la remplacera jamais.

Exposé de M. Frank Vandermarliere, économiste en chef chez Agoria

L'orateur souligne l'importance du thème en question pour les entreprises membres d'Agoria et il souhaite illustrer son audition par une série de chiffres concernant la désindustrialisation. L'emploi diminue dans les secteurs Agoria et la production industrielle n'a toujours pas retrouvé son niveau d'avant la crise. À cet égard, des parts de marché sont surtout perdues en Europe et cette donnée apparaît également lorsqu'on ventile la balance commerciale, dont les déficits se situent en Europe.

Face à ce constat de désindustrialisation, une politique de lutte contre la poursuite du déclin industriel s'impose. Il importe à cet égard de conserver une masse critique suffisante pour pouvoir continuer à financer des investissements dans l'innovation et la modernisation.

Dans le cadre de la nouvelle politique industrielle, Agoria a déjà pris elle-même un certain nombre d'initiatives, étant donné que l'industrie est en mesure de renforcer elle-même, par ses propres contributions, sa part dans le PNB. Ces initiatives sont regroupées dans le cadre du projet «*Factory of the Future*». Le

3° De derde kwestie betreft energie. Eigenlijk is het eenvoudig : door de toegenomen welvaart loopt de prijs op. Verschillende landen proberen dat teniet te doen door vervuiling goedkoop te maken, door energie in te voeren of door subsidies. Die competitie om goedkope energie kunnen we niet winnen en hoeven we ook niet te winnen. In plaats daarvan moet ons land strengere Europese normen bepleiten die ook worden toegepast op energie die van buiten de Unie ingevoerd wordt. Alleen zo kunnen we onze bedrijven de ademruimte gunnen die zij verdienen. Indien deze politiek op Europees niveau niet werkt, moet er in België zelf gezocht worden naar mogelijke alternatieven.

4° Tot slot moeten we af van het consumptie populisme. Spreker begrijpt pogingen van politici om de koopkracht van de gezinnen op peil te houden, maar niet als dat de positie van onze producenten en dus de koopkracht van de volgende generaties bedreigt. Of het nu gaat om zonnepanelen of goedkope telefonie; dumpingpraktijken zijn ontoelaatbaar en ons land moet zich daarom meer engageren voor een sterk Europees handelsbeleid.

Pas als die voorwaarden vervuld zijn, kunnen we eraan denken om hier en daar beperkte steun te leveren aan industrieën. Een goed industrieel beleid kan van betekenis zijn om een goed economisch beleid te ondersteunen, maar het kan dat nooit vervangen.

Toelichting door de heer Frank Vandermarliere, Hoofdeconoom Agoria

Spreker benadrukt het belang van het voorliggende thema voor de Agoria-bedrijven en wenst zijn hoorzitting te illustreren met een aantal cijfers betreffende de desindustrialisering. Zo daalt de werkgelegenheid in de Agoria-sectoren en situeert de industriële productie zich nog altijd niet op het pré-crisisniveau. Er wordt daarbij vooral marktaandeel verloren binnen Europa en dit gegeven is ook zichtbaar bij de uitsplitsing van de handelsbalans waarbij de tekorten zich binnen Europa situeren.

Gegeven de vaststelling van desindustrialisering is een beleid noodzakelijk om verdere afname van de industrie te beletten. Belangrijk daarbij is zeker om voldoende kritische massa te behouden om investeringen in innovatie en vernieuwing te kunnen blijven betalen.

In het kader van het nieuwe industriële beleid heeft Agoria zelf al een aantal initiatieven genomen aangezien ook door bijdragen vanuit de industrie zelf het aandeel van de industrie naar het BNP toe kan verbeteren. Deze worden gebundeld in «*Factory of the Future*». Het programma van Agoria «Maak-

programme d'Agoria «*Maakindustrie 2020: naar factories of the future*» vise à développer une plateforme stratégique en vue d'ancrer et de renforcer l'industrie manufacturière en Flandre, tous secteurs confondus. À cet effet, sept transformations nécessaires ont été identifiées : moyens de production de classe mondiale, développement simultané du produit et de la production, usine digitale, production axée sur l'humain, usine connectée, éco-production et production intelligente.

On attend des décideurs politiques belges qu'ils améliorent le climat d'investissement. Il y aurait lieu d'adapter le climat fiscal afin de promouvoir les investissements en production. Il est en outre nécessaire d'apporter un soutien supplémentaire au financement des exportations, en tenant compte de la nouvelle réalité d'après-crise financière.

Au niveau européen, la Commission a pris un certain nombre d'initiatives dans le cadre de la politique industrielle. On a sélectionné certains secteurs pressentis pour former la colonne vertébrale de l'industrie du futur. Ces secteurs sont aussi intéressants pour Agoria. Il importe à cet égard que les entreprises puissent continuer à avoir accès aux composants par le biais de leur importation, ainsi qu'aux matières premières, en vue de les transformer en leurs propres produits. La politique commerciale doit en tout cas tenir compte de cet élément.

Concernant la résolution proprement dite, l'intervenant estime que de nouveaux accords commerciaux peuvent toujours avoir un effet positif pour l'industrie. Le nouveau Pacte transatlantique sur le commerce et l'investissement contient tout de même un certain nombre d'éléments importants pour les entreprises des secteurs Agoria. L'industrie est actuellement confrontée à une problématique diversifiée et, en ce sens, l'intervenant ne croit pas qu'un instrument unique, à savoir le prélèvement, soit la panacée. C'est pourquoi il souhaite plus que tout qu'on recoure aux instruments actuels, en les renforçant et en les adaptant à la réalité actuelle.

Exposé de M. Benjamin Denis, conseiller, Confédération européenne des Syndicats (CES)

L'intervenant se réjouit du regain d'intérêt suscité par l'industrie en Europe. En matière de politique industrielle, les moyens des diverses autorités politiques sont très maigres pour peser sur l'industrie. Il existe en outre un décalage entre la réalité politique et la réalité industrielle.

L'intervenant souligne néanmoins que son organisation plaide pour que les autorités politiques se préoccupent davantage de la politique industrielle, par exemple dans la perspective de l'emploi. En effet, les chiffres du chômage sont préoccupants. En Europe,

industrie 2020 : naar *factories of the future*», beoogt de uitbouw van een strategisch platform om de maakindustrie in Vlaanderen over de sectoren heen te verankeren en te versterken. Hiertoe zijn 7 nodige transformaties geïdentificeerd : *world class* productiemiddelen, simultane product- en productieontwikkeling, digitale fabriek, *human centered* productie, genetwerkte fabriek, ecoproductie en slimme productie.

Van Belgische beleidsmakers wordt verwacht dat ze het investeringsklimaat verbeteren. Zo zou het fiscale klimaat moeten worden aangepast opdat investeringen in productie kunnen worden bevoordeeld. Ook nodig is een verdere ondersteuning van exportfinanciering, aangepast aan de nieuwe realiteit na de financiële crisis.

Op Europees niveau zijn er vanuit de commissie een aantal initiatieven in het kader van het industriële beleid. Er werden sectoren geselecteerd waarvan wordt verwacht dat ze de *backbone* gaan uitmaken van de toekomstige industrie. Ook voor Agoria zijn die sectoren interessant. Belangrijk daarbij is dat de bedrijven toegang kunnen blijven hebben tot de componenten via de import ervan, en tot grondstoffen om deze dan te verwerken in hun eigen producten. Het handelsbeleid moet hiermee zeker rekening houden.

Wat nu de resolutie zelf betreft, is de spreker van mening dat nieuwe handelsakkoorden nog altijd een positief effect kunnen hebben voor de industrie. Zo zitten in het nieuwe *Transatlantic Trade and Investment Pact* toch een aantal belangrijke elementen voor de Agoria bedrijven. Momenteel wordt de industrie geconfronteerd met een diverse problematiek en in die zin gelooft de spreker niet in één instrument, de heffing, dat als oplossing kan dienen voor alle problemen. Liefst van al ziet hij daarom de huidige instrumenten gebruikt, versterkt en aangepast aan de huidige realiteit.

Toelichting door de heer Benjamin Denis, Adviseur, Confédération européenne des Syndicats (CES)

Spreker stelt verheugd te zijn over de hernieuwde interesse in de industrie in Europa. Wat de industriële politiek betreft, zijn de middelen van de diverse politieke overheden om te wegen op de industrie zeer beperkt. Bovendien is er een verschil tussen de politieke en de industriële realiteit.

Toch stelt de spreker dat zijn organisatie er voorstander van is dat de politieke overheden zich meer met de industriële politiek inlaten, bijvoorbeeld vanuit het werkgelegenheidsperspectief. De werkloosheidscijfers zijn immers verontrustend hoog. In Eu-

environ trente millions de personnes sont encore actives dans l'industrie manufacturière, ce qui représente 22 %.

Dans la conjoncture actuelle, une politique industrielle se doit d'être transversale et globale et d'inclure différentes dimensions telles que le commerce international, la politique fiscale, l'infrastructure, la formation, etc. La politique climatique, l'énergie, les ressources naturelles, etc., revêtent également une très grande importance à cet égard. Les derniers éléments cités sont particulièrement importants. Les prix trop élevés de l'énergie, sur lesquels l'Europe — qui importe elle-même 55 % de son énergie — n'a aucune prise, accroissent encore le handicap concurrentiel de l'Europe par rapport aux États-Unis, par exemple. Il est dès lors essentiel que la politique industrielle soit centrée sur les économies d'énergie, l'efficacité énergétique et les énergies alternatives, ainsi que sur les énergies locales naturelles. Tous les dérivés sont également très importants.

Vu les circonstances, l'intervenant estime qu'il convient d'exploiter le potentiel de la réglementation relative au climat pour élaborer des instruments politiques susceptibles de créer des synergies entre la politique climatique et la politique industrielle. Cela concerne par exemple les nouvelles technologies pouvant être utilisées pour le stockage de CO₂ et pour d'autres éléments.

B. Échange de vues

Mme Arena remercie les experts pour les explications fournies. Elle estime qu'à l'avenir, l'examen de tels dossiers multidisciplinaires constituera une mission du « nouveau » Sénat. L'auteure de la proposition de résolution commente un certain nombre d'éléments contenus dans le texte à l'examen. Elle estime que, même en période de crise, les responsables politiques doivent réaliser des investissements réels et effectifs dans l'industrie, au niveau européen également. Si les exportations belges et européennes restent fragiles comme on l'a laissé entendre en l'occurrence, l'intervenante en conclut que l'industrie européenne est en proie à des difficultés. Pour Mme Arena, il convient d'agir sur plusieurs plans :

- combattre le *dumping* social et fiscal, y compris en Europe;

- tenir compte du fait qu'une guerre commerciale est en cours, identifier les foyers de tensions et réagir en conséquence de manière à permettre un échange équitable de biens;

- réagir de manière plus agressive pour désenclaver l'accès aux matières premières;

ropa werken er daarbij nog ongeveer dertig miljoen mensen in de maakindustrie, wat 22 % van het geheel uitmaakt.

In de huidige omstandigheden, is een industriële politiek transversaal, globaal en moet ze verschillende dimensies zoals de internationale handel, fiscale politiek, infrastructuur, opleiding, ... bevatten. Ook zeer belangrijk hierbij zijn het klimaatbeleid, energie, natuurlijke grondstoffen, ... Vooral de laatste elementen zijn belangrijk. Te dure energieprijzen, waar Europa die zelf 55 % van de energie invoert, niets kan aan verhelpen, doen nog meer concurrentienadeel ontstaan voor Europa ten opzichte van bijvoorbeeld de VS. Het is dus cruciaal dat de industriële politiek zich toespitst op energiezuinigheid, op energie-efficiëntie en op alternatieven, op natuurlijke plaatselijke energiebronnen. Ook alle afgeleiden daarvan zijn zeer belangrijk.

Gezien de omstandigheden, is de spreker van mening dat het potentieel van de regelgeving in verband met het klimaat moet worden aangewend om politiek instrumenten te creëren die synergiën kunnen laten ontstaan tussen het klimaatbeleid en het industriële beleid. Bijvoorbeeld welke nieuwe technologieën kunnen we gebruiken voor CO₂ opslag en voor andere elementen.

B. Gedachtenwisseling

Mevrouw Arena dankt de specialisten voor de toelichting. Spreekster is van mening dat naar de toekomst toe dergelijke multidisciplinaire onderwerpen een opdracht zullen vormen voor de « nieuwe » Senaat. Vervolgens licht de indienst van de resolutie een aantal elementen toe die vervat zitten in haar voorstel. Ze is van mening dat de politiek moet overgaan tot werkelijke en reële investeringen in de industrie, ook in periodes van crisis, ook op het Europese niveau. Als de Belgische en Europese export fragiel blijft, zoals hier werd aangegeven, concludeert het lid dat de Europese industrie moeilijkheden ondervindt. Mevrouw Arena stelt daarop dat er op verschillende vlakken moet worden opgetreden :

- sociale en fiscale dumping aanpakken, ook binnen Europa;

- rekening houden met het feit dat er een handelsoorlog woedt, de strijdhaarden opsporen en daartegen reageren opdat er een rechtvaardige uitwisseling van goederen zou plaatsvinden;

- agressiever optreden om de toegang tot grondstoffen te ontsluiten;

— mettre en avant de nouvelles méthodes de production tenant compte de la problématique énergétique. Dès la conception d'un produit, il faut veiller à tenir compte du processus de recyclage qui suivra.

Compte tenu de l'évolution attendue dans le domaine de l'énergie et des matières premières, l'intervenante pense que le coût de production sera un facteur moins déterminant du travail dans le cas de la production industrielle. Les facteurs « matières premières » et plus particulièrement « énergie » gagnent cependant en importance. Reste à savoir comment l'industrie peut être relocalisée en Europe.

Concernant la contribution à l'importation proposée dans la résolution, l'intervenante explique qu'elle vise à briser un cercle vicieux. L'objectif fondamental est le maintien du modèle européen. Que pensent les intervenants de la contribution proposée ?

L'intervenante explique que les accords de libre-échange actuels sont médiocres en ce qui concerne les aspects sociaux et environnementaux, ainsi que la protection du consommateur. Qu'en pensent les intervenants ?

L'intervenante estime également qu'il faut encourager les investissements productifs dans l'économie réelle. Quels moyens peut-on utiliser à cet effet ?

M. Bellot déclare que l'Europe manque de prudence par rapport aux transferts de connaissances, par exemple en matière de méthodes de production. Il convient en outre d'accorder une attention suffisante à l'enseignement et à la recherche sur le long terme. Bien que l'Europe ne dispose pas sur son territoire de ressources énergétiques et de matières premières en quantités suffisantes, elle ne prend pas suffisamment la mesure de ce problème. La concurrence sur la base des prix de l'énergie se fait de plus en plus forte. La localisation s'effectuera sur la base de ces critères. Il faut en tout cas tenir compte d'un déplacement du centre de gravité économique et veiller à ce que la protection sociale augmente dans les pays producteurs. Quel est l'avis des experts par rapport à ces observations ?

Mme Maes se réfère à la solution suggérée par M. Holslag, qui est de mener une politique commerciale agressive. Ne risquons-nous pas ici d'entrer en conflit ouvert avec d'autres pays concernés ? L'on fait remarquer que notre pays souffre proportionnellement plus de la concurrence européenne interne. Les experts se sont-ils penchés sur ce phénomène ? Quels sont les remèdes possibles ? D'après M. Vandermarliere, il devrait être possible d'améliorer le fonctionnement de l'Office du Ducroire. Quelles suggestions concrètes peut-on formuler ? Quelles mesures faut-il prendre pour relancer les investissements dans l'économie réelle ?

— nieuwe productiemethoden naar voor schuiven die rekening houden met de energieproblematiek. Reeds van bij de conceptie van een product wordt er rekening gehouden met de recyclage achteraf.

Gezien de te verwachten evolutie naar energie en grondstoffen toe, denkt de spreker dat de productiekost arbeid minder determinerend zal worden bij de industriële productie. Wel aan belang winnen de factoren grondstoffen en meer specifiek energie. Blijft de vraag hoe de industrie terug in Europa kan worden gelokaliseerd.

Wat nu de in de resolutie voorgestelde bijdrage bij import betreft, verklaart de spreker dat deze een vicieuze cirkel wil doorbreken. Het basisdoel ervan is het behoud van het Europese model. Wat is de mening van de sprekers betreffende deze voorgestelde bijdrage ?

Spreker verklaart dat de huidige vrijhandelsakkoorden zwak scoren naar het sociale en milieu aspect toe en eveneens naar de bescherming van de consument toe. Wat is de mening van de sprekers ?

Het lid is eveneens van mening dat productieve investeringen in de reële economie moeten worden aangemoedigd. Welke middelen kan men hiervoor aanwenden ?

De heer Bellot verklaart dat Europa niet genoeg voorzichtigheid aan de dag legt met betrekking tot de kennisoverdracht van bijvoorbeeld productiemethoden. Er moet daarbij ook voldoende aandacht zijn voor het onderwijs en het onderzoek op lange termijn. Ook al heeft Europa onvoldoende energiebronnen en onvoldoende basismaterialen op haar territorium, toch heeft het hiervoor onvoldoende aandacht. Concurrentie op basis van energieprijzen wordt belangrijker. Lokalisatie zal op basis daarvan gebeuren. Er moet zeker rekening gehouden worden met een verschuiving van het economisch zwaartepunt en er moet voldoende worden gelet op de sociale bescherming zodat deze toeneemt in de producerende landen. Wat is de mening van de experts ten opzichte van deze vaststellingen ?

Mevrouw Maes verwijst naar de oplossing die de heer Holslag formuleerde, namelijk een agressief handelsbeleid voeren. Riskeren we hier dan geen open conflict met andere betrokken landen ? Opgevoerd wordt dat ons land vooral, verhoudingsgewijs meer, lijdt onder interne Europese concurrentie. Hebben de experts inzicht in dit fenomeen ? Wat zijn mogelijke remedies ? De heer Vandermarliere gaf aan dat de Delcredendienst beter kan werken. Welke concrete suggesties kunnen worden geformuleerd ? Welke maatregelen moeten er genomen worden opdat er opnieuw meer wordt geïnvesteerd in de reële economie ?

M. Hellings est favorable à l'idée de développer une économie à faibles émissions de carbone. À long terme, cela procurera un avantage concurrentiel à l'Union européenne, tout en garantissant le maintien de nos normes sociales. L'intervenant propose de brandir les normes sociales comme argument commercial lors des négociations économiques futures. N'y a-t-il pas là un gisement potentiel d'emplois ? Sur la question des matières premières, le membre observe que la Chine est dans le même bateau que l'Europe et qu'elle est également confrontée à une économie pauvre en matières premières. N'y a-t-il pas moyen de recycler des matériaux déjà utilisés ? Peut-on récupérer des matières premières de manière performante ? S'agissant des prix de l'énergie, le membre déclare qu'à l'avenir, ils ne feront qu'augmenter puisque nous ne disposons pas de nos propres ressources énergétiques. Puisque nos importations proviennent de pays politiquement instables, M. Hellings recommande de mener une politique énergétique ambitieuse. En ce qui concerne la balance commerciale, l'intervenant demande s'il est vrai que l'Europe fabrique surtout des produits de haute technologie, qui sont malheureusement très rapidement contrefaits. Nous aurions donc intérêt à protéger la technologie. Pourquoi ne pas aller dans le sens d'une organisation de cette protection au niveau européen ? Ne pourrait-on pas ouvrir ainsi la voie au développement d'un marché européen, y compris au niveau de la législation sociale ?

M. Mahoux constate que l'on plaide ici pour différentes formes de protectionnisme. Il aurait en outre quelques questions à poser :

— Quel est l'avis des experts sur la valeur de l'euro par rapport au dollar et au yuan ?

— Le libre-échange équivaut à supprimer toutes les subventions. Qu'en pensent les experts ?

— N'est-il pas possible de lier la coopération au développement à des avancées en matière de protection sociale et de salaires dans ces pays ?

— Quels sont les moyens disponibles pour protéger les connaissances ?

— Comment les intervenants voient-ils notre capacité à nous adapter aux dernières évolutions ?

Mme Talhaoui demande s'il est vrai que des travailleurs forcés chinois sont employés à l'étranger. Est-il possible de nouer un dialogue ? Ou devons-nous privilégier notre propre cadre ? Souvent, les entreprises reçoivent des aides et pourtant, cela ne les empêche pas de délocaliser. Et les produits finissent par être contrefaits sur les lieux de délocalisation. Quelle attitude devons-nous adopter en la matière ?

De heer Hellings is voorstander van de idee om een «*low carbon economy*» te ontwikkelen. Op lange termijn zal de Europese Unie daar immers een concurrentieel voordeel uit putten met het behoud van onze sociale normen. Spreker stelt voor om de sociale normen aan te halen als commercieel argument bij de toekomstige economische activiteiten. Is er in dit kader geen opportuniteit naar job creatie toe ? Voor wat de grondstoffen betreft, merkt het lid op dat China in hetzelfde schuitje als Europa zit en eveneens geconfronteerd wordt met een grondstofarme economie. Is er geen opportuniteit naar de recyclage van gebruikte elementen ? Kunnen grondstoffen op een performante manier worden gerecupereerd ? Naar de energieprijzen toe, verklaart het lid dat deze in de toekomst alleen kunnen stijgen, aangezien we geen eigen energiebronnen bezitten. Gezien deze importafhankelijkheid van politiek onstabiele landen, geeft de heer Hellings er de voorkeur aan om een ambitieuze energiepolicies te voeren. Wat nu de handelsbalans betreft, vraagt de spreker of de stelling dat Europa vooral hoogtechnologische producten uitvoert die spijtig genoeg vrij snel worden nagemaakt, klopt ? Belangrijk is dus de bescherming van de technologie. Waarom geeft men er niet de voorkeur aan om deze bescherming op het Europese niveau te organiseren ? Kan zo de weg vrij gemaakt worden naar een verdere ontwikkeling van een Europese markt die ook op het niveau van de sociale wetgeving zal gelden ?

De heer Mahoux stelt vast dat er hier gepleit wordt voor verschillende vormen van protectionisme. Daarbij wenst hij een aantal vragen te stellen :

— Wat is de mening van de experten met betrekking tot de waarde van de euro ten opzichte van de dollar en de yuan ?

— Vrijhandel staat gelijk aan het schrappen van alle subsidies. Wat is de mening van de experten ?

— Kan de ontwikkelingssamenwerking niet worden gekoppeld aan voorwaarden met betrekking tot sociale bescherming en lonen in die landen ?

— Zijn er mogelijkheden om kennis te beschermen ?

— Hoe denken de sprekers over onze mogelijkheden tot aanpassing aan de gewijzigde omstandigheden ?

Mevrouw Talhaoui informeert of er inderdaad in het buitenland Chinese dwangarbeiders worden tewerkgesteld. Kan er in dialoog worden getreden ? Of moet men voorrang verlenen aan het eigen kader ? Fabrieken krijgen vaak steun en delocaliseren toch. Daarna worden producten dan op de gedelocaliseerde plaats nagemaakt. Hoe moeten we hier tegenover staan ?

M. Vandermarliere a un regard positif sur le fonctionnement de l'Office national du Ducroire. Mais sur le plan structurel, les choses sont parfois plus complexes. Il faudrait y être plus attentif, y compris au niveau européen, notamment en ce qui concerne les structures et leurs caractéristiques spécifiques. S'agissant des possibilités de recyclage, l'intervenant déclare que la stratégie d'accès aux matières premières est une question essentielle pour les entreprises européennes et *a fortiori* pour les entreprises belges et qu'une des pistes à suivre est, par exemple, le recyclage. Certaines entreprises actives dans le secteur du recyclage et désireuses d'investir en Belgique devraient dès lors obtenir les autorisations nécessaires. La politique industrielle consiste en effet aussi à étendre les mesures à tous les niveaux. Il en va de même pour la réflexion sur l'énergie, en particulier dans le sens d'un accroissement de l'efficacité énergétique et du développement de l'énergie verte. Quant à savoir si les entreprises sont mises en garde contre le vol de leurs droits de propriété intellectuelle et en ce qui concerne, d'une manière plus générale, la discussion visant à mieux protéger les droits de propriété intellectuelle, l'intervenant déclare qu'Agoria y consacre une attention particulière.

M. Denis dit que la guerre commerciale en question est avant tout une guerre sociale. Il faut assurément tenir compte de cet aspect; c'est pourquoi l'intervenant est partisan d'une sorte de mécanisme d'adaptation aux frontières européennes. Toutefois, si ce mécanisme d'adaptation est axé sur la compensation d'un manque de compétitivité, l'intervenant estime qu'il ne suffira pas. Il faut identifier, secteur par secteur, les causes du manque de compétitivité et trouver une manière de compenser ce dernier. Mais s'il apparaît en 2020 que toutes les tentatives de créer un *level playing field* ont échoué et que l'Union européenne s'est arrogé une politique climatique ambitieuse, il conviendra de réfléchir à un mécanisme permettant d'apporter les adaptations nécessaires à nos frontières. L'intervenant pense alors plutôt à un mécanisme basé sur le *benchmarking* par secteur, avec une sorte de compensation si ce *benchmark* n'est pas atteint.

L'intervenant estime également qu'il faut mettre en place un programme ambitieux en matière d'innovation et de recherche fondamentale. M. Denis confirme ensuite que l'énergie est plus chère en Europe qu'aux États-Unis. La question est de savoir quelles solutions on peut trouver pour remédier à ce problème. Il convient de noter, à cet égard, que toutes les solutions ont un coût. En ce qui concerne l'enseignement, l'intervenant partage les inquiétudes qui ont été exprimées précédemment. Il convient donc d'investir suffisamment dans l'enseignement, tant au niveau européen que dans les pays d'Europe méridionale.

De heer Vandermarliere staat positief ten opzichte van de werking van de Delcredere dienst. Structureel liggen de zaken soms wel wat moeilijker. Ook op Europees niveau zou er hier meer aandacht moeten voor zijn, namelijk voor de structuren en voor de typische eigenschappen ervan. Wat de mogelijkheden van recyclage betreft, verklaart de spreker dat voor Europese en zeker Belgische bedrijven de strategie rond de toegang tot grondstoffen een zeer belangrijk vraagstuk is, bijvoorbeeld recyclage. Bepaalde bedrijven die actief zijn in de recyclagesector en in België wensen te investeren, zouden dan ook de nodige vergunningen moeten krijgen. Industrieel beleid is immers ook de beleidslijnen doortrekken naar alle niveaus. Idem voor de bedenkingen rond energie, namelijk meer energie-efficiëntie en groene energie. In verband met de vraag of bedrijven worden gewaarschuwd van diefstal van intellectuele eigendomsrechten en meer in het algemeen de discussie over de betere bescherming van intellectuele eigendomsrechten, stelt de spreker dat Agoria daar aandacht aan besteedt.

De heer Denis zegt dat de commerciële oorlog waarvan sprake, in de eerste plaats een sociale oorlog is. Met dit aspect moet zeker rekening worden gehouden en net daarom is de spreker voorstander van een soort van aanpassingsmechanisme aan de Europese grenzen. Als echter dit aanpassingsmechanisme gericht is op de compensatie van een gebrek aan competitiviteit, dan is de spreker van mening dat dit instrument niet volstaat. Meer onderzoek, sector per sector, is hiervoor noodzakelijk om de oorzaken van het gebrek aan competitiviteit op te sporen en om te onderzoeken hoe deze kan gecompenseerd worden. Als echter in 2020 blijkt dat alle pogingen om een *level playing field* te creëren hebben gefaald en dat de Europese Unie zich een ambitieuze klimaatpolitiek heeft toegeëigend, dan is het opportuun om na te denken over een mechanisme dat aanpassingen kan aanbrengen aan onze grenzen. Spreker denkt dan eerder aan een mechanisme dat gebaseerd is op *benchmarking* per sector en met een soort compensatie als deze *benchmark* niet wordt gehaald.

De spreker is eveneens van mening dat er een ambitieus programma moet worden opgezet naar innovatie en fundamenteel onderzoek toe. De heer Denis bevestigt vervolgens dat energie in Europa duurder is dan in de Verenigde Staten. Vraag is welke oplossingen er hiervoor kunnen worden gevonden. Daarbij moet worden opgemerkt dat alle oplossingen een kostprijs hebben. Naar het onderwijs toe, deelt de spreker de bezorgdheden die hier eerder werden geuit. Het is daarom belangrijk, dat ook op Europees niveau en ook in de Zuid-Europese landen, voldoende in het onderwijs wordt geïnvesteerd.

Selon M. Holslag il s'agit avant tout de prendre conscience des circonstances fluctuantes et des changements intervenus. Ce n'est qu'après avoir fait cela que l'on pourra s'adapter. Or, trop peu de décideurs et une trop petite frange de l'opinion publique ont conscience des défis auxquels nous sommes confrontés au niveau international. L'on manque à ce stade d'une vision stratégique suffisante et d'un intérêt suffisant de la part de l'élite politique pour faire face à ces défis.

L'intervenant considère par ailleurs que, compte tenu des projets internationaux, il y a de fortes chances que nous nous trouvions au début d'une guerre froide économique. Des dévaluations compétitives et des pratiques de dumping social ne seront que le prélude d'un conflit beaucoup plus violent ayant pour enjeu la prospérité. Les chances de trouver des solutions bilatérales sont négligeables pour l'intervenant.

En ce qui concerne la position de la Belgique dans les exportations à destination de l'Extrême-Orient, M. Holslag affirme que la Belgique est en bonne position, mais qu'il y a trop peu d'éléments *high tech* dans la composition des exportations. Notre position dans le commerce international est aussi mise sous pression au niveau européen et elle commence même à faiblir.

Dans ce climat, M. Holslag distingue les éléments principaux suivants :

— L'Europe doit cesser d'externaliser sa dette publique. Ce processus est en effet une des causes de l'appréciation de la monnaie et de la détérioration de notre position concurrentielle, qui est de l'ordre de -15 % par rapport à des pays tiers comme la Chine et les États-Unis.

— Notre dépendance par rapport aux matières premières et à l'énergie doit être réduite. La valeur des importations d'énergie primaire est passée de 3 % du PNB européen en 2000 à 9 % en 2012. Les analystes prévoient que ce chiffre va continuer à augmenter. Cela représente un risque pour notre industrie et notre pouvoir d'achat.

— L'Europe ne doit pas hésiter à imposer et mettre en œuvre des conditions unilatérales en matière environnementale et sociale dans les traités commerciaux.

— Il faut veiller à renforcer l'enseignement technique. Cela passe par la formation pour obtenir des produits de qualité et des consommateurs critiques.

— Il y a lieu de créer une politique d'investissement reposant sur des motivations autres que politiques.

L'intervenant conclut qu'une bonne politique industrielle doit s'inscrire dans le cadre d'une politique

De heer Holslag verklaart dat het eerst en vooral belangrijk is om zich bewust te zijn van de wijzigende en gewijzigde omstandigheden. Pas dan kan men er zich aan aanpassen. Echter, te weinig beleidsmakers en een te klein deel van de publieke opinie zijn zich bewust van de uitdagingen waarmee we internationaal geconfronteerd worden. Momenteel is er onvoldoende strategisch besef en onvoldoende belangstelling bij de politieke elite om de uitdagingen het hoofd te bieden.

Spreker meent vervolgens dat, gezien de internationale plannen, de kans groot is dat we aan het begin staan van een economische koude oorlog. Competitieve devaluaties en sociale dumping zullen een prelude zijn van een veel bitser conflict om de welvaart. De kans op bilaterale oplossingen acht de spreker daarbij verwaarloosbaar.

Wat nu de positie van België in de export naar het verre oosten betreft, merkt de heer Holslag op dat deze het relatief goed doet maar dat in de exportsamenstelling te weinig *high tech* elementen aanwezig zijn. Ook op Europees niveau staat ons aandeel in de internationale handel zwaar onder druk en begint het zelfs af te nemen.

In het geschetste klimaat ziet de heer Holslag volgende belangrijke elementen :

— Europa moet stoppen met het externaliseren van zijn overheidsschuld. Dit proces is immers mede oorzaak van de appreciatie van de munt en het verslechteren van de concurrentiepositie, van 15 %, ten opzichte van derde landen, zoals China en de Verenigde Staten.

— Onze afhankelijkheid van grondstoffen en energie moet worden teruggedrongen. De waarde van de invoer van primaire energie is gestegen van 3 % van het Europese BNP in 2000 naar 9 % in 2012. Verwacht wordt dat dit cijfer nog zal toenemen. Een risico voor onze industrie en voor onze koopkracht.

— Europa mag er niet voor terugdeinzen om unilateraal condities op vlak van milieu en sociale regelgeving op te leggen en te implementeren in de handelsverdragen.

— Aandacht voor een versterking van het technische onderwijs. Daarbij wordt er gezorgd voor de opleiding voor goede producenten en kritische consumenten.

— Creatie van een niet politiek aangedreven investeringspolitiek.

Spreker concludeert dat een goed industrieel beleid deel moet uitmaken van een duurzaam en evenwichtig

économique durable et équilibrée, ce qui nécessite de jouer un rôle actif.

2. Audition du 22 janvier 2014

A. Exposé introductif de M. Didier Herbert, directeur, Commission européenne, DG Entreprise et Industrie

M. Herbert souligne l'importance du jour, car la Commission vient d'adopter un document d'orientation en matière de politique industrielle, ainsi que plusieurs documents en matière de climat et d'énergie : communication de la Commission européenne, « Pour une renaissance industrielle européenne ».

La crise se termine peu à peu, mais accélérer la croissance reste la priorité. Le PIB a connu des records jusqu'en 2007, avant la chute que l'on connaît. Pour l'industrie, les records ont été plus prononcés au cours des dernières années, mais on a quand même connu une chute énorme en termes de production.

La crise a eu des conséquences sur l'importance du secteur de l'industrie dans notre économie. Non seulement l'importance de l'industrie dans le produit international interne brut a baissé de 20 % en moyenne, pour arriver aujourd'hui en Europe à une moyenne de 15 %, mais l'Europe a aussi perdu plus de trois millions et demi d'emplois dans l'industrie.

Pourquoi promouvoir l'industrie ? Il y a à cela plusieurs raisons.

D'abord, l'industrie est à la source de 80 % des efforts de recherche et d'innovation, alors que sa contribution au PIB est seulement de 15 % (20 % il y a quelques années).

Ensuite, on constate que le total des exportations de l'Union européenne — lesquelles ont fortement augmenté ces dernières années — provient à 80 % de l'industrie. Cela rapporte 1 milliard d'euros d'excédent par jour en provenance de secteurs de haute et moyenne technologie. Au regard des pays tiers, l'Europe est synonyme de qualité. L'Europe, ce n'est pas la production de masse, ce n'est pas l'innovation immédiate, c'est la qualité. Cela traduit aussi un peu de conservatisme : l'Europe est forte dans des secteurs de haute et moyenne technologie, mais pas à la pointe. Elle maintient sa qualité. L'Europe est forte sur des marchés relativement traditionnels, mais pas aussi forte dans les pays où les marchés sont en train de décoller.

Néanmoins, l'industrie est importante. M. Herbert ne pense pas qu'il faille faire une distinction artificielle entre l'industrie et les services. Un emploi dans l'industrie crée entre 0,5 et 2 emplois dans des secteurs

economisch beleid. Een actieve rol is daarbij zeker noodzakelijk.

2. Hoorzitting van 22 januari 2014

A. Inleidende uiteenzetting van de heer Didier Herbert, directeur, Europese Commissie, DG Ondernemingen en Industrie

De heer Herbert benadrukt dat dit een belangrijke dag is aangezien de Commissie zojuist een oriëntatiedocument voor het industrieel beleid en verschillende documenten inzake klimaat en energie heeft goedgekeurd: mededeling van de Europese Commissie, « Voor een Europese industriële renaissance ».

De crisis loopt geleidelijk op haar einde maar een snellere groei blijft een prioriteit. Het bbp liet tot in 2007 records optekenen waarna de bekende omslag kwam. Voor de industrie waren de records veel duidelijker de laatste jaren maar desondanks kende de productie een enorme terugval.

De crisis heeft gevolgen gehad voor het gewicht van de industriële sector in onze economie. Niet alleen daalde het gewicht van de industrie gemiddeld met 20 % in het bruto binnenlands product op internationaal niveau en bedraagt het vandaag in Europa gemiddeld 15 %, maar er gingen in de Europese industrie ook meer dan 3,5 miljoen arbeidsplaatsen verloren.

Waarom de industrie aanmoedigen ? Daar zijn verschillende redenen voor.

Ten eerste, de industrie ligt aan de basis van 80 % van de onderzoeks- en innovatie-inspanningen, maar draagt slechts 15 % bij tot het bbp (enkele jaren geleden was dat 20 %).

Vervolgens stelt men vast dat de totale uitvoer van de Europese Unie — die sterk steeg de laatste jaren — voor 80 % afkomstig is van de industrie. Dat zorgt per dag voor een handelsoverschot van 1 miljard euro en komt van hoogtechnologische en middentechnologische sectoren. In derde landen, staat Europa synoniem met kwaliteit. Europa, dat is geen massaproductie, geen kortetermijninnovatie, maar kwaliteit. Dit houdt ook enig conservatisme in : Europa staat sterk in hoogtechnologische en middentechnologische sectoren, maar niet in spitstechnologie. Het houdt kwaliteit in stand. Europa staat sterk op relatief traditionele markten maar niet zo sterk op de markten van opkomende landen.

Toch is industrie belangrijk. De heer Herbert meent dat er geen kunstmatig onderscheid moet worden gemaakt tussen de industrie en de diensten. Een arbeidsplaats in de industrie creëert tussen 0,5 en

autres que manufacturiers, que ce soit dans les services, la construction, etc. Savez-vous qu'Airbus réalise un plus gros chiffre d'affaires grâce aux services de maintenance de ses avions que grâce à la vente de ses appareils? Il y a donc clairement un lien entre industrie et services.

Le 10 octobre 2012, la Commission européenne avait adopté un document intitulé «Une industrie européenne plus forte au service de la croissance et de la relance économique. Mise à jour de la communication sur la politique industrielle.» Un nouveau document d'orientation est venu s'ajouter aujourd'hui à la communication de la Commission. Il se situe dans la même ligne politique, mais actualise le message en tenant compte de la sortie de la crise.

Le sommet des chefs d'État et de gouvernement qui devait se tenir sous la présidence de M. Herman Van Rompuy au mois de février 2014 pour traiter de la compétitivité industrielle a été reporté. Au mois de mars, un sommet traitera de la stratégie «Europe 2020», du climat et de la politique énergétique. Les chefs d'État et de gouvernement vont aborder la compétitivité industrielle face à d'autres défis. Le moment est donc bien choisi pour sortir un nouveau message relatif à la politique industrielle.

Les messages-clés de la Communication sont les suivants :

- 1) la mise en œuvre d'une politique industrielle;
- 2) le renversement de la tendance à la désindustrialisation : provoquer une renaissance de l'industrie avec pour objectif d'arriver à ce que l'industrie représente à nouveau 20 % du PIB en 2020. Certains pays atteignent cet objectif : Allemagne, Autriche, Tchéquie, par exemple, et on constate que ces pays continuent à afficher une croissance;
- 3) le renforcement du rôle de la compétitivité dans tous les domaines des politiques communautaires. La politique industrielle est un amalgame d'actions dans divers domaines politiques : environnement, commerce, recherche, innovation, ... Il faut veiller à assurer la compétitivité de notre industrie lorsque des mesures politiques sont adoptées dans d'autres domaines importants de la gestion publique;
- 4) la «spécialisation» intelligente : combiner les fonds européens et régionaux pour la mise en œuvre d'une politique industrielle qui confère un avantage comparatif : la politique industrielle a une dimension horizontale, mais aussi verticale. Il faut tenter de marier les éléments de politique au niveau régional et national avec ce qui se fait au niveau européen et même au niveau international;

2 arbeidsplaatsen in overige niet-industriële sectoren, zoals de diensten, de bouwsector, enz. Wist u dat Airbus een veel grotere omzet draait dankzij de diensten voor het onderhoud van zijn vliegtuigen dan dankzij de verkoop van zijn toestellen? Er bestaat dus een duidelijk verband tussen de industrie en de diensten.

Op 10 oktober 2012 keurde de Europese Commissie het volgende document goed : « Een sterkere Europese industrie om bij te dragen tot groei en economisch herstel. Actualisering van de mededeling over het industriebeleid ». Hieraan wordt vandaag een nieuwe oriëntatienota toegevoegd. Deze ligt in dezelfde beleidslijn maar actualiseert de boodschap waarbij rekening wordt gehouden met het einde van de crisis.

De top van staatshoofden en regeringsleiders, onder het voorzitterschap van de heer Herman Van Rompuy, over het industriële concurrentievermogen die in februari 2014 had moeten plaatsvinden, werd uitgesteld. In maart zal op een top de strategie «Europa 2020», het klimaat en het energiebeleid worden besproken. De staatshoofden en regeringsleiders zullen het industriële concurrentievermogen tegenover andere uitdagingen bespreken. Een goede gelegenheid dus om een nieuwe boodschap over het industrieel beleid te brengen.

De sleutelboodschappen van de Mededeling zijn de volgende :

- 1) de tenuitvoerlegging van een industrieel beleid;
- 2) het omkeren van de trend van de-industrialisering : een renaissance van de industrie veroorzaken, met als doel ertoe te komen dat de industrie in 2020 opnieuw 20 % van het BBP vertegenwoordigt. Sommige landen halen die doelstelling : bijvoorbeeld Duitsland, Oostenrijk, Tsjechië. Men stelt vast dat die landen blijven groeien;
- 3) het versterken van de rol van het concurrentievermogen in alle domeinen van het communautair beleid. Het industrieel beleid is een lappendeken van acties in diverse beleidsdomeinen : milieu, handel, onderzoek, innovatie, ... Wanneer politieke maatregelen worden genomen in andere belangrijke domeinen van het overheidsbeleid, moet men erop toezien dat men het concurrentievermogen van onze industrie verzekert;
- 4) intelligente «specialisatie» : de Europese en regionale fondsen met elkaar combineren voor de tenuitvoerlegging van een industrieel beleid dat een comparatief voordeel oplevert : het industrieel beleid heeft een horizontale dimensie, maar ook een verticale. Men moet pogen elementen van het regionaal en nationaal beleid te koppelen aan wat op Europees niveau en zelfs op internationaal niveau gedaan wordt;

5) le rôle clé joué par l'environnement des entreprises, le marché intérieur, l'innovation et l'accès aux facteurs de production : les entreprises trouvent-elles en Europe, en Belgique, un environnement qui leur donne envie d'investir, de croître et d'embaucher ?

La Communication de la Commission comporte quatre grands chapitres :

- 1) maximiser le potentiel du marché unique;
- 2) promouvoir la modernisation industrielle;
- 3) faciliter l'entrepreneuriat et enlever les barrières pour la croissance des PME, sachant que 99 % des entreprises sont des PME;
- 4) augmenter l'internationalisation des firmes européennes.

1) Le marché unique

On pense souvent que le marché unique est un fait. Or, ce n'est pas encore le cas. 1992 est derrière nous, mais il y a de nombreux domaines dans lesquels le marché unique n'est pas encore devenu réalité. Il faut renforcer les réseaux d'information, d'énergie et de transports. Le Conseil européen va se pencher sur la manière de créer un réel marché de l'énergie en Europe. C'est une question de réseau, de non-interconnexion.

Il faut ouvrir un marché intérieur intégré pour les produits et les services. Les services aux entreprises représentent 12 % de la valeur ajoutée de l'Union. Il reste beaucoup à faire tant au niveau juridique qu'en ce qui concerne la compétitivité de nos services. Quels sont les services dont l'industrie a besoin ? Quelles sont les industries qui fournissent des commandes au secteur des services ?

Enfin, il convient d'améliorer l'environnement pour les entreprises, de même que les cadres réglementaires et les administrations publiques. Depuis plusieurs années, la Commission s'est livrée à des exercices pour examiner l'impact de ce qu'elle proposait. Ce matin-même, l'« *impact assessment board* » examinait la possibilité ou l'obligation de certains pays d'exporter les allocations de chômage lorsque des personnes au chômage s'en vont résider dans un autre pays. Outre le caractère praticable de cette mesure, la question se pose aussi de son opportunité dans la mesure où le nouveau pays de résidence pourrait offrir plus d'opportunités de trouver un emploi. Quel est l'impact au niveau social, au niveau des finances publiques, au niveau économique ? C'est un exercice auquel la Commission se livre régulièrement, même s'il n'est pas facile, car les données manquent souvent. Il permet d'identifier les problèmes, d'analyser les

5) de sleutelrol die de omgeving van de ondernemingen, de interne markt, de innovatie en de toegang tot de productiefactoren spelen : vinden de ondernemingen in Europa, in België, een omgeving waardoor ze zin krijgen om te investeren, te groeien en aan te werven ?

De Mededeling van de Commissie bestaat uit vier hoofdstukken :

- 1) het potentieel van de eengemaakte markt maximaliseren;
- 2) de modernisering van de industrie bevorderen;
- 3) het ondernemerschap faciliteren en de belemmeringen voor de groei van de KMO's wegnemen, wetende dat 99 % van de ondernemingen KMO's zijn;
- 4) de internationalisering van de Europese firma's opvoeren.

1) De eengemaakte markt

Men denkt vaak dat de eengemaakte markt een feit is. Dat is echter nog niet het geval. 1992 ligt achter ons, maar er zijn nog talrijke domeinen waarin de eengemaakte markt nog geen werkelijkheid geworden is. Men moet de netten voor informatie, energie en transport versterken. De Europese Raad zal zich over de vraag buigen hoe een reële energiemarkt in Europa tot stand moet worden gebracht. Het is een probleem van het net, van het niet onderling verbonden zijn.

Er moet een geïntegreerde interne markt worden opengesteld voor producten en diensten. De diensten aan de ondernemingen vertegenwoordigen 12 % van de toegevoegde waarde van de Unie. Er blijft nog veel te doen, zowel juridisch als wat het concurrentievermogen van onze dienstverlening betreft. Welke diensten heeft de industrie nodig ? Welke industrietakken bezorgen de dienstensector bestellingen ?

Tot slot is het raadzaam de omgeving voor de ondernemingen te verbeteren, alsook het regelgevend kader en de overheidsdiensten. Sinds verscheidene jaren tracht de Commissie de impact van wat ze heeft voorgesteld te onderzoeken. Deze ochtend nog onderzocht de « *impact assessment board* » de mogelijkheid of zelfs de verplichting voor bepaalde landen om de werkloosheidsuitkeringen te exporteren wanneer werklozen in een ander land verblijven. Men moet zich niet alleen de vraag stellen of die maatregel uitvoerbaar is, maar ook of hij wenselijk is, aangezien het nieuwe land van verblijf meer kansen kan bieden om een baan te vinden. Wat is de impact op sociaal gebied, voor de overheidsfinanciën, voor de economie ? Het is een oefening die de Commissie geregeld maakt, ook al is het niet gemakkelijk omdat er vaak gegevens ontbreken. Ze maakt het mogelijk de problemen te identificeren, de mogelijke opties te

options envisageables, ainsi que l'impact de ce que le législateur pourrait proposer. La Commission encourage les autres législateurs au niveau régional ou national à faire de même : lancer un test pour les PME lorsqu'une nouvelle réglementation est proposée, faire de temps en temps un « *fitness test* » afin de déterminer si la législation est adéquate pour l'objectif poursuivi.

En résumé, les actions principales pour maximiser tout le potentiel du marché unique sont :

- une complète intégration des réseaux;
- l'exécution de la législation en vigueur pour le marché intérieur et la préparation du règlement pour l'application;
- le renforcement de l'aide aux PME via l'« *Enterprise Europe Network* »;
- la révision de la politique européenne de normalisation;
- l'évaluation du besoin d'actions futures concernant les services aux entreprises.

2) Promouvoir la modernisation industrielle

Il faut encourager l'investissement en matière d'innovation et de nouvelles technologies. Il faut augmenter l'efficacité de la productivité et des ressources et améliorer l'accès, à des prix abordables, aux matières premières, à l'énergie et au financement. Enfin, il faut améliorer les compétences et faciliter le changement industriel.

En ce qui concerne l'innovation et les nouvelles technologies, on a constaté pendant la crise que la recherche et l'innovation constituent le premier domaine dans lequel on réduit les investissements. Si les conséquences sont peu visibles à court terme, elles sont beaucoup plus graves à long terme. Cela mène directement à une baisse de compétitivité face aux concurrents. Dans les nouvelles perspectives financières, un budget important est prévu pour la recherche et l'innovation, à savoir 70 milliards d'euros en sept ans. C'est aussi le cas pour l'aide régionale. Le concept de spécialisation intelligente est extrêmement intéressant dans la mesure où il permet de voir dans quelle mesure, au niveau local, les fonds régionaux peuvent être utilisés pour nourrir ce qu'il est important de faire en matière de compétitivité industrielle. La Commission prône donc la liaison de l'utilisation des fonds régionaux aux impératifs de compétitivité industrielle, dans le respect du social et en conjonction avec le développement durable.

analyseren en na te gaan wat de impact is van wat de wetgever kan voorstellen. De Commissie moedigt de andere wetgevers, op regionaal en nationaal niveau, aan hetzelfde te doen: een test voor de KMO's opstarten wanneer er een nieuwe reglementering wordt voorgesteld, af en toe een « *fitness test* » af te nemen om te bepalen of de wetgeving geschikt is voor de doelstelling.

Samengevat zijn de belangrijkste acties om het volledige potentieel van de eengemaakte markt te maximaliseren de volgende :

- een volledige integratie van de netten;
- de uitvoering van de wetgeving die voor de eengemaakte markt van kracht is en de voorbereiding van de verordening voor de toepassing;
- het opvoeren van de hulp aan KMO's via het « *Enterprise Europe Network* »;
- de herziening van het Europees normalisatiebeleid;
- het evalueren van de behoefte aan toekomstige acties inzake dienstverlening aan ondernemingen.

2) De modernisering van de industrie bevorderen

Men moet investeringen in innovatie en nieuwe technologieën aanmoedigen. Men moet de efficiëntie van de productiviteit en van de hulpmiddelen opvoeren en de toegang tot grondstoffen, energie en financiering tegen betaalbare prijzen verbeteren. Tot slot moet men de competenties verbeteren en de industriële verandering stimuleren.

Wat innovatie en nieuwe technologieën betreft, heeft men gedurende de crisis vastgesteld dat onderzoek en innovatie het eerste domein is waarin de investeringen verminderen. Op korte termijn zijn de gevolgen weinig zichtbaar, maar op lange termijn zijn ze veel ernstiger. Het leidt rechtstreeks tot een vermindering van het concurrentievermogen ten opzichte van de concurrenten. In de nieuwe financiële vooruitzichten is in een belangrijk budget voor onderzoek en ontwikkeling voorzien, te weten 70 miljard euro over zeven jaar. Hetzelfde geldt voor de regionale hulp. Het concept van de intelligente specialisatie is uiterst interessant omdat het de mogelijkheid biedt na te gaan in welke mate de regionale fondsen op lokaal niveau kunnen worden gebruikt om te helpen bij de maatregelen die moeten worden genomen ter bevordering van het industriële concurrentievermogen. De Commissie pleit er dus voor de regionale fondsen te koppelen aan de behoeften van het industriële concurrentievermogen, met eerbiediging van het sociale aspect en in combinatie met duurzame ontwikkeling.

M. Herbert se dit convaincu de l'existence d'une possibilité de mariage entre la compétitivité industrielle et le développement durable. À long terme, une industrie efficace en énergie coûte moins cher à son propriétaire, est plus propre et donne un avantage en termes de services dont de plus en plus de pays émergents ont besoin.

L'accès aux finances et au crédit comporte deux facettes: d'une part, recevoir le paiement de ses factures et d'autre part, avoir accès à de nouveaux financements. Ainsi, une directive européenne 2000/35/CE du 29 juin 2000 concernant la lutte contre les retards de paiement dans les transactions commerciales impose aux administrations publiques de payer les factures aux entreprises dans les trente jours. Les programmes Horizon 2020 et Cosme sont dédiés à la recherche et à l'innovation qui visent spécifiquement les PME.

Depuis cinq ans, le prix du gaz ou de l'électricité a augmenté énormément pour nos entreprises, même si, parallèlement, notre efficacité énergétique s'est également améliorée. Vis-à-vis des États-Unis, nous sommes plus efficaces, mais nous payons toujours plus cher en matière d'énergie. Comment combiner une réduction du prix de l'énergie avec les ambitions en matière de réduction des émissions de CO₂ et de promotion des énergies renouvelables ?

L'accès aux matières premières constitue un problème. Plusieurs pays ferment leurs frontières lorsqu'il s'agit d'exporter leurs matières premières. La Commission prône une diplomatie économique pour avoir accès à celles-ci.

3) Faciliter l'entrepreneuriat et enlever les barrières pour la croissance des PME

En Europe, la création d'une entreprise coûte cher et demande beaucoup de temps. Il y a peu d'États membres dans lesquels on peut créer une entreprise en trois jours pour moins de 100 euros et disposer de l'ensemble des licences pour opérer en un mois. Pourtant, c'est possible dans des pays tiers. C'est la raison pour laquelle la Commission a lancé un nouveau «*Small Business Act*» afin d'examiner ce qui peut être fait pour faciliter la création d'une PME à travers les programmes européens, en conjonction avec les programmes nationaux. Peu d'entreprises savent qu'à travers le Fonds européen d'investissement, des instruments financiers sont disponibles qui permettent de donner aux entreprises des garanties pour l'accès aux finances et leur permettent même de bénéficier de capital à risque. Une garantie du Fonds européen d'investissement a un effet de levier de 30 (1 euro garanti permet d'obtenir 30 euros prêtés et garantis par les collatéraux).

De heer Herbert zegt ervan overtuigd te zijn dat er een mogelijkheid bestaat het industriële concurrentievermogen en duurzame ontwikkeling met elkaar te verzoenen. Op lange termijn kost een energie-efficiënte industrie haar eigenaar minder, is ze schoner en biedt ze een voordeel inzake diensten die steeds meer opkomende landen nodig hebben.

De toegang tot de financiën en tot krediet heeft twee facetten: enerzijds zijn facturen betaald krijgen en anderzijds toegang hebben tot nieuwe financiering. Zo legt de Europese richtlijn 2000/35/EG van 29 juni 2000 betreffende bestrijding van betalingsachterstand bij handelstransacties openbare besturen op de facturen binnen dertig dagen aan de ondernemingen te betalen. Het Horizon 2020- en het Cosme-programma gaan over onderzoek en ontwikkeling en zijn speciaal op KMO's gericht.

De laatste vijf jaar is de prijs van gas en elektriciteit voor onze ondernemingen enorm gestegen, ook al is onze energie-efficiënte tegelijk verbeterd. In vergelijking met de Verenigde Staten zijn we efficiënter, maar we betalen nog altijd meer voor onze energie. Hoe kunnen we een verlaging van de energieprijzen combineren met de doelstellingen inzake vermindering van de CO₂-uitstoot en bevordering van de hernieuwbare energie ?

De toegang tot grondstoffen is een probleem. Verscheidene landen sluiten hun grenzen voor de export van hun grondstoffen. De Commissie pleit voor economische diplomatie om er toegang toe te krijgen.

3) Het ondernemerschap bevorderen en de hindernissen voor de groei van de KMO's wegwerken

In Europa is het een dure en tijdrovende zaak om een onderneming op te starten. Er zijn weinig lidstaten die de mogelijkheid bieden in drie dagen een onderneming op te starten voor minder dan 100 euro en daarnaast ook over de nodige vergunningen te beschikken om binnen de maand operationeel te zijn. In andere landen kan dit nochtans. Dat is de reden waarom de Commissie de nieuwe «*Small Business Act*» heeft gelanceerd. Dan kan er gekeken worden wat er kan worden gedaan om, samen met de nationale programma's, via Europese programma's het oprichten van KMO's te vergemakkelijken. Weinig ondernemingen weten dat er via het Europees Investeringsfonds financiële instrumenten beschikbaar zijn die garanties bieden aan ondernemingen om toegang te krijgen tot financiering en hen zelfs in staat stellen om gebruik te maken van risicokapitaal. Een garantie van het Europees investeringsfonds heeft een hefboomeffect van 30 (1 euro met garantie betekent dat er 30 euro verkrijgbaar is, met collateralen waarborg).

4) Augmenter l'internationalisation des firmes européennes

Une enquête réalisée il y a quelques années montre que seule une entreprise sur quatre est active en dehors des frontières de son pays. Cela signifie que 75 % des entreprises ne travaillent qu'à l'intérieur de leur pays. Seule une entreprise sur huit est active en dehors de l'Europe. Quand on sait que 90 % de la croissance va venir d'en dehors de l'Europe, cela signifie que seule une entreprise sur huit pourra en profiter.

L'Europe a donc initié un certain nombre d'actions en matière de politique commerciale, pour essayer de lutter contre les pratiques discriminatoires ou pour faciliter l'accès au marché. Le commissaire De Gucht est extrêmement actif dans le cadre des négociations avec les pays tiers visant à faire baisser les tarifs, mais aussi à essayer de converger en matière de réglementation. Est-il normal qu'une voiture européenne doive passer par des certifications très lourdes aux États-Unis pour être qualifiée de sûre? Certaines barrières non tarifaires équivalent à des barrières tarifaires d'environ 20 %.

Une fois le marché ouvert, il reste beaucoup à faire. Les entreprises ne reçoivent pas toujours l'information, elles n'ont pas toujours les contacts nécessaires. Il y a deux ans, la Commission a commencé des missions pour l'internationalisation de nos entreprises. Une mission de cinquante entreprises venant de vingt-deux pays différents a permis de créer des contacts au plus haut niveau, au point de devenir de véritables concurrents pour les États-Unis et la Chine.

La Commission va également continuer à promouvoir les règles de loyauté dans le commerce international, car il est clair que la croissance viendra de l'international.

Les conclusions tiennent en cinq messages: 1. Il faut renforcer le rôle de la compétitivité industrielle dans les autres politiques. 2. Il faut maximiser le potentiel du marché intérieur. 3. Il faut mettre en œuvre les instruments de développement régionaux, nationaux et européens afin de favoriser le changement industriel. 4. Les instruments pour la mise en œuvre des différentes politiques aux niveaux national et européen ne doivent pas entraîner une distorsion des prix pour l'énergie et les matières premières. 5. Il faut faciliter l'intégration des entreprises européennes dans les chaînes de valorisation de l'économie mondiale.

La Commission a décidé de confirmer son objectif visant à inverser le phénomène de désindustrialisation pour essayer d'aboutir, d'ici 2020, à une présence de l'industrie dans nos économies à concurrence de 20 %.

4) De Europese bedrijven meer internationaal maken

Een enquête die een paar jaar geleden werd gehouden, toonde aan dat slechts één op de vier bedrijven actief is buiten de eigen landsgrenzen. Dat betekent dat 75 % van de ondernemingen alleen in het binnenland actief is. Slechts één op de acht ondernemingen is actief buiten Europa. Wanneer men weet dat 90 % van de groei van buiten Europa zal komen, betekent dit dat slechts één op de acht ondernemingen daar baat bij zal hebben.

Europa heeft dus een paar acties in gang gezet op het vlak van het handelsbeleid, om te proberen discriminerende praktijken te bestrijden en om de markttoegang te vergemakkelijken. Commissaris De Gucht is bijzonder actief in de onderhandelingen met derde landen om tarieven te doen dalen, maar ook om de regelgeving overeen te doen stemmen. Is het normaal dat een Europese auto zeer zware tests moet ondergaan in de Verenigde Staten, om veilig te worden bevonden? Bepaalde non-tarifaire handelsbelemmeringen komen overeen met handelsbelemmeringen van ongeveer 20 %.

Wanneer de markt opengaat, is er nog veel te doen. De ondernemingen krijgen niet altijd de nodige informatie en hebben niet altijd de nodige contacten. Twee jaar geleden is de Commissie begonnen met missies om onze ondernemingen internationaler te maken. Een missie van vijftig ondernemingen uit tweeëntwintig verschillende landen is erin geslaagd om contacten te leggen op zeer hoog niveau, zodat ze zelfs concurrenten werden van de Verenigde Staten en China.

Ook zal de Commissie in de internationale handel loyaleitsregels blijven steunen. Het is immers duidelijk dat de groei van het internationale domein moet komen.

De conclusies kunnen samengevat worden in vijf punten: 1. De rol van het industriële concurrentievermogen dient ook via andere beleidsdomeinen te worden ondersteund. 2. Het potentieel van de interne markt moet ten volle worden benut. 3. Om industriële verandering te bevorderen, dienen ontwikkelingsinstrumenten te worden gebruikt op regionaal, nationaal en Europees vlak. 4. De instrumenten voor het uitvoeren van de verschillende beleidslijnen op nationaal en Europees niveau mogen niet leiden tot prijsvervalsing inzake energie en grondstoffen. 5. De integratie van de Europese ondernemingen in de waarderingschalen van de wereldeconomie moet gesteund worden.

De Commissie heeft besloten haar doelstelling om de de-industrialisering om te keren, te bevestigen en om te trachten tegen 2020 te streven naar 20 % industrie in onze economie. Het is niet ondenkbaar dat

Il n'est pas inimaginable de vouloir combiner cet objectif avec celui de réduction des émissions de CO₂ à concurrence de 30 % d'ici 2030.

B. Échange de vues

Mme Arena se réjouit du *timing* parfait par rapport à la proposition de résolution dans la mesure où la Commission vient d'adopter le document stratégique en matière de réindustrialisation. Nous sommes, au niveau européen, dans une tendance à la désindustrialisation qui fait tomber la part de l'industrie dans nos économies à moins de 15 %. La volonté de la Commission d'inverser cette tendance mérite d'être soulignée. L'industrie est source d'autres types d'emploi. Pour un emploi dans l'industrie, près de deux emplois non industriels sont créés. La Belgique voit aussi la politique industrielle comme créatrice d'emploi et si cela peut s'inscrire dans une stratégie européenne, la Belgique ne peut que s'en féliciter.

La politique industrielle peut aussi drainer une palette de métiers beaucoup plus large que dans le secteur des services. On retrouve dans l'industrie des métiers à très faible qualification jusqu'aux métiers aux plus hautes qualifications. Cela permet donc à tout un chacun de trouver un emploi. Cela ne signifie pas pour autant qu'il ne faut pas être formé. Il faut garder l'œil sur les qualifications et la formation. On ne peut qu'espérer que l'investissement R&D privé sera relancé, même si les indicateurs de reprise restent fragiles.

Il faudra aussi rester attentif à l'investissement en matière d'éducation. Si l'investissement public en éducation n'est pas suffisant, on risque une rupture par rapport à la main-d'œuvre nécessaire dans l'industrie. Si l'Europe lance une politique de redéploiement industriel, il faut tenir compte de la demande que cela va représenter en termes de qualifications et donc d'investissements en éducation.

Or, si l'on peut féliciter le commissaire européen pour sa politique en matière d'industrie, il faut faire attention aux carcans budgétaires dans lesquels les pays européens se retrouvent dans le cadre de la politique de coordination budgétaire et qui auraient un effet négatif sur les politiques publiques en matière d'éducation et de formation. La Commission doit faire preuve de souplesse et de cohérence pour prendre en considération un minimum de dépenses qui sont nécessaires à cette politique industrielle. Il y a là des synergies à établir entre les différents commissaires et les différents acteurs de la Commission, du Conseil ou du Parlement européen.

Dans le cadre du Marché unique, la membre a été interpellée par la question de la mobilité des droits sociaux. Il est important qu'on puisse travailler sur les droits sociaux dans les pays émetteurs. Il y a

deze doelstelling wordt gecombineerd met het streefdoel van de vermindering van de CO₂-uitstoot met 30 % tegen 2030.

B. Gedachtewisseling

Mevrouw Arena verheugt zich over de perfecte *timing* van het voorstel van resolutie: de Commissie heeft immers net het strategisch document inzake herindustrialisering aangenomen. Op Europees vlak bevinden we ons in een tendens van de-industrialisering, waardoor het aandeel van de industrie in onze economieën daalt tot minder dan 15 %. De inzet van de Commissie om die tendens om te keren, mag wel eens onderstreept worden. De industrie is een bron van andere soorten werkgelegenheid. Voor elke job in de industrie komen er ook twee niet-industriële jobs bij. Ook België beschouwt het industrieel beleid als een bron van werkgelegenheid en kan alleen maar blij zijn als dit in een Europese strategie wordt ingepast.

Het industrieel beleid kan ook een veel breder scala aan beroepen aantrekken dan de dienstensector. In de industrie vindt men zowel jobs voor laaggeschoolden als voor zeer gespecialiseerde hoog geschoolden. Daardoor kan iedereen er werk vinden. Dat betekent echter niet dat de werknemer niet opgeleid hoeft te worden. Men dient de kwalificaties en de opleidingen in de gaten te houden. Hopelijk komen nieuwe privé-investeringen in onderzoek en ontwikkeling, ook al lijkt de heropleving van de economie nog kwetsbaar.

Ook moeten we alert blijven voor de investeringen in onderwijs. Indien de overheid niet genoeg in het onderwijs investeert, riskeert er een tekort te komen aan arbeiders voor de industrie. Als Europa een beleid wil voeren dat de industrie stimuleert, moet men rekening houden met de behoeften die dat gaat meebrengen op het vlak van kwalificaties en dus van investering in het onderwijs.

Hoewel men de Europese commissaris wel mag feliciteren met zijn industrieel beleid, dient men dus op te passen voor de begrotingsbeperkingen die de Europese landen treffen ten gevolge van de coördinatie van het begrotingsbeleid, die een negatieve invloed kunnen hebben voor het beleid inzake onderwijs en opleiding. De Commissie moet zich flexibel en coherent tonen en de minimumuitgaven goedkeuren die noodzakelijk zijn voor het voeren van dit industrieel beleid. Er is daar nood aan synergieën tussen de verschillende commissarissen en de verschillende actoren van de Commissie, de Raad en het Europees Parlement.

In het kader van de interne markt was het lid getroffen door de kwestie van de mobiliteit van de sociale rechten. Het is belangrijk om te werken aan de sociale rechten in de landen van oorsprong. Op dit

aujourd'hui de grandes divergences économiques entre les pays, ce qui entraîne des divergences en matière de sécurité sociale, et donc forcément une mobilité forcée des travailleurs pour aller chercher, soit l'emploi, soit la sécurité sociale, là où elle existe. Un marché unique implique une mobilité des personnes, mais cette mobilité ne doit pas être motivée par la volonté de l'entreprise de diminuer ses coûts de production ou par la recherche d'une protection sociale par l'employé qui n'en bénéficie pas dans son pays d'origine. Il est important que les situations puissent être équilibrées au sein de l'Europe et que la mobilité soit une mobilité volontaire. C'est une priorité sur laquelle il faut travailler pour consolider notre marché.

Notre marché est quand même un marché de 500 millions d'habitants. On peut comprendre que 75 % des entreprises européennes s'en satisfont. Il est sans doute aussi plus aisé d'entrer dans la réalité polonaise ou espagnole que dans la réalité indienne ou chinoise.

Aux yeux de la membre, l'énergie constitue un point essentiel pour la compétitivité de nos entreprises. La recherche et développement concerne également l'énergie.

Récemment a été présenté au Parlement européen un rapport sur l'utilisation du gaz de schiste. L'Europe s'est engagée dans le cadre des objectifs de réduction des gaz à effet de serre; en face d'elle, le partenaire économique américain a fait un tout autre choix en matière d'énergie. Les États-Unis ne se sont pas engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils utilisent une énergie qui ne garantit absolument pas la protection de l'environnement à court terme, pas plus que la lutte contre les gaz à effet de serre. N'y a-t-il pas là une déloyauté liée à l'organisation de nos économies et de nos industries? Comment peut-on protéger une industrie qui fait le choix de l'environnement, du développement durable et de la protection sociale contre une entreprise américaine ou asiatique pour qui ces questions importent peu?

Comment faciliter l'entrepreneuriat? Au niveau francophone, les résultats d'une étude menée auprès des entreprises ont montré que le premier problème n'était pas forcément l'accès à l'argent, mais le développement d'une demande par rapport à leurs produits. Cette situation est-elle généralisée au niveau européen? Comment inciter les banques à jouer leur rôle de fournisseur de crédit aux entreprises plutôt qu'un rôle de spéculation financière?

La proposition de résolution vise les barrières tarifaires et non tarifaires. Il faut avoir accès au marché international. Cependant, peut-on ouvrir complètement les frontières européennes dans un espace

moment, il y a de grandes différences économiques entre les pays, ce qui entraîne des différences en matière de sécurité sociale, et donc forcément une mobilité forcée des travailleurs pour aller chercher, soit l'emploi, soit la sécurité sociale, là où elle existe. Un marché unique implique une mobilité des personnes, mais cette mobilité ne doit pas être motivée par la volonté de l'entreprise de diminuer ses coûts de production ou par la recherche d'une protection sociale par l'employé qui n'en bénéficie pas dans son pays d'origine. Il est important que les situations puissent être équilibrées au sein de l'Europe et que la mobilité soit une mobilité volontaire. C'est une priorité sur laquelle il faut travailler pour consolider notre marché.

Onze marché compte toujours 500 millions d'habitants. Il est donc compréhensible que 75 % des entreprises européennes s'en satisfont. Il est sans doute aussi plus aisé d'entrer dans la réalité polonaise ou espagnole que dans la réalité indienne ou chinoise.

Conformément à la proposition de la députée, l'énergie constitue un point essentiel pour la compétitivité de nos entreprises. La recherche et développement concerne également l'énergie.

Récemment a été présenté au Parlement européen un rapport sur l'utilisation du gaz de schiste. L'Europe s'est engagée dans le cadre des objectifs de réduction des gaz à effet de serre; en face d'elle, le partenaire économique américain a fait un tout autre choix en matière d'énergie. Les États-Unis ne se sont pas engagés à réduire leurs émissions de gaz à effet de serre. Ils utilisent une énergie qui ne garantit absolument pas la protection de l'environnement à court terme, pas plus que la lutte contre les gaz à effet de serre. N'y a-t-il pas là une déloyauté liée à l'organisation de nos économies et de nos industries? Comment peut-on protéger une industrie qui fait le choix de l'environnement, du développement durable et de la protection sociale contre une entreprise américaine ou asiatique pour qui ces questions importent peu?

Comment faciliter l'entrepreneuriat? Au niveau francophone, les résultats d'une étude menée auprès des entreprises ont montré que le premier problème n'était pas forcément l'accès à l'argent, mais le développement d'une demande par rapport à leurs produits. Cette situation est-elle généralisée au niveau européen? Comment inciter les banques à jouer leur rôle de fournisseur de crédit aux entreprises plutôt qu'un rôle de spéculation financière?

La proposition de résolution vise les barrières tarifaires et non tarifaires. Il faut avoir accès au marché international. Cependant, peut-on ouvrir complètement les frontières européennes dans un espace

mondial déloyal par rapport à l'Europe? La membre défend la libre circulation et la non-concurrence déloyale à l'intérieur de l'Europe, mais elle estime qu'appliquer les mêmes recettes à l'extérieur fait des entreprises européennes les dindons de la farce. Tous les autres États appliquent des barrières non tarifaires alors que l'Union européenne se les interdit. Quel est le point de vue de M. Herbert sur cette concurrence déloyale systématique venant des pays tiers?

S'appuyant sur son expérience pratique, M. Schouppe constate que le marché unique européen n'existe pas encore dans les faits. En effet, nos entreprises d'Europe occidentale subissent une rude concurrence de la part d'entreprises, notamment d'Europe de l'Est, qui travaillent selon des normes sociales tout à fait différentes. On ne lutte donc pas du tout à armes égales. La Belgique et ses voisins ont un handicap par rapport aux nouveaux États membres. Au niveau mondial, l'Europe dans son ensemble ressent ce handicap par rapport aux autres continents. Qu'en pense l'intervenant? Ne luttons-nous pas contre des moulins à vent? Par ailleurs, l'Europe pourrait ne focaliser l'attention que sur de nouveaux produits à haute valeur ajoutée, à savoir les produits capables de supporter le coût de revient de notre investissement. Un très grand nombre de travailleurs ne peuvent pas satisfaire à cette exigence d'une très haute valeur ajoutée. L'Europe a-t-elle suffisamment conscience de cette donnée?

M. Daems s'interroge sur la définition exacte de l'industrie utilisée par l'Europe. Qu'en est-il de ses différentes composantes? L'intervenant dit ensuite qu'il ne pense pas qu'il soit possible, même à long terme, d'imposer les normes européennes partout dans le monde. En effet, il n'est pas réaliste de penser que l'on puisse imposer à d'autres un choix de société déterminé, et ce n'est d'ailleurs pas la bonne approche. Les choix de société divergent aussi au sein même du contexte européen. La question se pose dès lors de savoir dans quelle mesure de tels choix sont imposés au sein de l'Union européenne. Comment les différentes composantes s'articulent-elles? Est-il concevable d'être compétitif dans toutes les composantes industrielles compte tenu d'un choix de société déterminé?

L'intervenant précise ensuite que la politique de la commission visant à maximiser le potentiel du marché unique européen implique la suppression des barrières fiscales et réglementaires entre les différents États membres. Pourrait-on avoir des précisions sur la politique à suivre à cet égard?

Comment maintenir notre compétitivité si les États-Unis investissent pleinement dans le gaz de schiste, avec toutes les conséquences que cela implique? À cet

buiten te maken krijgt met een wereldwijde markt die niet loyaal is ten opzichte van Europa? Het lid verdedigt het vrij verkeer en het ontbreken van oneerlijke concurrentie binnen Europa, maar denkt dat het toepassen van diezelfde principes wereldwijd niet gunstig zal uitvallen voor de Europese ondernemingen. Alle andere staten passen niet-tarifaire handelsbelemmeringen toe, terwijl de Europese Unie deze verbiedt. Wat is het standpunt van de heer Herbert inzake die systematische oneerlijke concurrentie vanwege derde landen?

De heer Schouppe stelt, vanuit zijn praktijkervaring, vast dat de Europese interne markt in de praktijk nog niet bestaat. Onze West-Europese bedrijven ervaren immers serieuze concurrentie van Oost-Europese en andere bedrijven die werken onder totaal andere sociale standaarden. Er wordt dus gestreden met totaal verschillende wapens. België en zijn buurlanden zijn gehandicapt ten opzichte van de nieuwere lidstaten. Op wereldvlak ervaart Europa als geheel die handicap ten opzichte van de andere werelddelen. Wat is de mening van de spreker hierover? Vechten we niet tegen windmolens? Bovendien zou Europa enkel de aandacht mogen focussen op nieuwe producten met een hoge toegevoegde waarde namelijk diegene die de kostprijs van onze inbreng kunnen dragen. Een massa van werknemers kan aan deze eis van een zeer hoge toegevoegde waarde niet voldoen. Is Europa zich wel voldoende bewust van dit gegeven?

De heer Daems vraagt naar de exacte definitie die Europa hanteert om de industrie te duiden? Hoe zit het met de samenstellende componenten ervan? Spreker stelt vervolgens van mening te zijn dat het zelfs op lange termijn niet mogelijk is om de Europese normering op te leggen op gans de aarde. Het gegeven dat men een bepaalde maatschappijkeuze kan opleggen aan anderen is immers niet realistisch en ook niet de juiste insteek. Ook binnen de Europese context zijn de maatschappijkeuzes verschillend en daarom is de vraag in welke mate er binnen de Europese Unie maatschappijkeuzes worden opgelegd. Hoe verhouden de verschillende elementen zich? Is het denkbaar dat men in alle industriële componenten competitief kan zijn gegeven een bepaalde maatschappijkeuze?

Spreker stelt vervolgens dat het beleid van de commissie dat ernaar streeft het potentieel van de interne Europese te maximaliseren, inhoudt dat fiscale en reglementaire barrières tussen de verschillende lidstaten moeten verdwijnen. Kan er wat meer toelichting worden gegeven over de te volgen politiek hiervoor?

Hoe wordt onze competitiviteit gehandhaafd wanneer de Verenigde Staten volop inzetten op schaliegas, met alle gevolgen van dien? Enig realisme naar

égard, un certain réalisme s'impose en termes de profilage à l'échelle mondiale. Quelle est la vision de l'Europe à ce sujet ?

Quelles sont les limites européennes concrètes en matière d'éthique, au niveau extracommunautaire et intracommunautaire ?

M. Herbert formule les réponses suivantes :

La politique industrielle européenne vise à apporter une solution aux problèmes de l'économie réelle.

Dans ce cadre, l'industrie est définie en tant que « *manufacture* » au sens large. Ainsi, la comptabilité, le *marketing* et le transport liés au travail manufacturier font, par exemple, également partie de l'industrie. Le tourisme et le sport, par exemple, ont un lien évident avec l'industrie de la construction. On ne peut pas considérer cette industrie de la même manière qu'on le faisait naguère pour la petite usine avec sa cheminée. L'industrie aujourd'hui, c'est IMEC, toutes les organisations actives dans le domaine de la technologie spatiale, les matériaux intelligents, etc. L'énergie et l'innovation sont donc des facteurs très importants à cet égard. Les facteurs charge salariale et main-d'œuvre le sont un peu moins. Ce n'est pas à la Commission de décider, en l'occurrence, qui seront les gagnants et les perdants de demain. En ce sens, elle opte donc pour la conduite d'une politique industrielle, mais sans opérer aucun choix quant à savoir qui pourra rester. En outre, elle accorde beaucoup d'importance à la reprise de la compétitivité industrielle. D'autres pays, tels que les États-Unis, partagent également cette opinion et accordent aussi de l'importance à la réindustrialisation.

En ce qui concerne le caractère fermé des marchés publics, l'intervenant déclare que la commission examine actuellement une proposition visant à remédier à cet aspect.

L'accès au crédit pour les entreprises est-il un problème général ? On constate une augmentation des refus de crédit à concurrence de 11 %, mais la situation varie fortement d'un pays à l'autre. En Grèce, 80 % des demandes de crédit sont refusées ; c'est le cas pour 40 à 50 % en Italie et en Espagne. En Belgique, ce pourcentage est beaucoup plus faible. C'est donc véritablement un problème dans certains pays.

En matière d'approvisionnement en énergie, nous sommes très dépendants des marchés extérieurs. Certains États, tels les États-Unis, estiment que l'efficacité énergétique résulte d'un choix politique : on peut utiliser toutes les sources d'énergie : charbon, gaz de schiste, etc. L'Union européenne pourrait opérer le même choix. La Commission européenne vient précisément de laisser une chance à l'exploitation du gaz de schiste, moyennant un certain nombre de garde-fous. Ceux-ci vont-ils convaincre la France

mondiale profilering toe is in die zin wel noodzakelijk. Wat is de visie van Europa ?

Wat zijn de concrete Europese grenzen naar ethiek toe ? Extra- en intracommunautair ?

De heer Herbert formuleert volgende antwoorden :

Het is de bedoeling dat de Europese industriële politiek een oplossing beoogt te bieden voor de problemen van de reële economie.

De industrie wordt daarbij gedefinieerd als « *manufacture* » in de ruime zin. In die zin dat bijvoorbeeld boekhouding, marketing en vervoer die met de maakarbeid verbonden zijn eveneens tot de industrie behoren. Zo hebben bijvoorbeeld toerisme en sport een duidelijke link met de bouwindustrie. Deze industrie kan niet meer op dezelfde manier worden beschouwd als vroeger bijvoorbeeld een fabriekje met een schoorsteen. Industrie is momenteel IMEC, alle organisaties die zich met *space technology* bezighouden, intelligente materialen, ... Hier zijn de elementen energie en innovatie dus zeer belangrijk. De elementen loon en arbeid komen daarbij iets minder naar voor. De Commissie kan daarbij niet de keuze maken wie de winnaars van morgen zullen zijn en wie de verliezers. In die zin opteert de commissie dus voor het voeren van een industriële politiek, maar maakt ze geen keuzes naar wie mag aanwezig blijven. Bovendien hecht ze daarbij veel belang aan het herleven dan de industriële competitiviteit. Ook andere landen, zoals de Verenigde Staten, zijn diezelfde mening toegedaan. Zij hechten eveneens belang aan de herindustrialisering.

Wat de geslotenheid van de openbare aanbestedingen betreft, verklaart de spreker dat de commissie momenteel een voorstel onderzoekt dat hieraan wenst te remediëren.

Vormt de toegang tot kredieten voor ondernemingen een algemeen probleem ? Het aantal kredieten dat geweigerd wordt, stijgt tot 11 %, maar de situatie verschilt sterk van land tot land. In Griekenland wordt 80 % van de kredietaanvragen geweigerd, in Italië en Spanje 40 tot 50 %. In België is dat aantal veel kleiner. In sommige landen is het dus een groot probleem.

Wat energievoorziening betreft, zijn we erg afhankelijk van buitenlandse markten. Sommige staten, zoals de Verenigde Staten, menen dat de energie-efficiëntie voortvloeit uit een politieke keuze : alle energiebronnen kunnen worden benut, steenkool, schaliegas, enz. De Europese Unie zou dezelfde keuze kunnen maken. Zo gaf de Europese Commissie onlangs de ontginning van schaliegas een kans, mits enkele waarschuwingen in acht worden genomen. Zullen die Frankrijk overhalen om zijn markt open te

d'ouvrir son marché au gaz de schiste? Une réglementation très dure empêchera-t-elle le Royaume-Uni ou la Pologne d'exploiter le gaz de schiste? La réponse est négative dans les deux cas.

Le coût de l'énergie constitue un réel problème et on n'en voit pas immédiatement la solution. Or, ce problème ne va pas disparaître. Il faut essayer de trouver des alternatives, d'améliorer l'efficacité énergétique, de jouer peut-être sur l'innovation.

Il reste beaucoup à faire pour le marché unique. Ainsi, le commerce vers l'extérieur a augmenté, mais pas le commerce entre États membres. Là aussi, on peut agir.

III. DISCUSSION

Dans une première phase, les amendements n^{os} 1 à 17 et n^{os} 26 à 32 ont été déposés par le rapporteur, M. Daems. Vu l'évolution du débat, ils ont ensuite été retirés. (doc. Sénat, n^{os} 5-1950/2 et 3)

Durant cette même phase, les amendements n^{os} 18 à 25 ont été déposés par M. Hellings.

Dans une deuxième phase, faisant suite aux auditions, les amendements suivants ont été déposés et examinés (doc. Sénat, n^{os} 5-1950/3 et 4) :

Considérants

Plusieurs amendements ont été déposés en vue d'adapter les considérants.

Point A

Amendement n^o 33

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n^o 33 qui vise à insérer un nouveau point A dans les considérants et à déplacer celui-ci. L'amendement vise à mentionner la base juridique de la résolution à l'examen.

Amendement n^o 51

M. Daems dépose l'amendement n^o 51 qui vise à insérer une référence au Traité de Lisbonne dans les considérants.

stellen voor schaliegas? Zal een erg strikte reglementering het Verenigd Koninkrijk of Polen beletten schaliegas te ontginnen? In beide gevallen is het antwoord neen.

De kostprijs van energie vormt een groot probleem, en de oplossing ligt niet voor de hand. Het probleem zal echter niet verdwijnen. Er moeten alternatieven gezocht worden, de energie-efficiëntie moet omhoog en misschien kan er ingezet worden op innovatie.

Er is nog heel wat werk aan de winkel in de interne markt. Zo is de export wel gestegen, maar niet de handel tussen lidstaten onderling. Ook daar kan iets aan gedaan worden.

III. BESPREKING

In een eerste fase werden de amendementen nrs. 1 tot 17, en 26 tot 32 ingediend door de rapporteur, de heer Daems. Gezien de evolutie van het debat werden deze vervolgens ingetrokken. (Zie Stukken Senaat; nrs. 5-1950/2 en 3)

Tevens werden in deze fase de amendementen nrs. 18 tot 25 ingediend door de heer Hellings.

Na de hoorzittingen, werden in een tweede fase volgende amendementen ingediend en besproken (zie stukken Senaat, nrs. 5-1950/3 en 4) :

Considerans

Teneinde de considerans aan te passen, werden er verschillende amendementen ingediend.

Punt A

Amendement nr. 33

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 33 in, dat strekt om punt A van de considerans te vervangen en te verplaatsen. Het amendement strekt ertoe de juridische basis van de voorliggende resolutie te vermelden.

Amendement nr. 51

De heer Daems dient een amendement nr. 51 in, dat strekt om een verwijzing naar het Verdrag van Lissabon op te nemen in de considerans.

Point A/1 (nouveau)

Amendement n° 34

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 34 qui vise à insérer un point A/1 (nouveau) dans les considérants. L'amendement vise à préciser la base juridique de la politique européenne en matière de recherche et de développement économique.

Point B/1 (nouveau)

Amendement n° 37

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 37 qui vise à insérer un point B/1 (nouveau) dans les considérants. L'amendement vise à préciser la base juridique de la résolution en ce qui concerne la politique commerciale.

Amendement n° 52

M. Daems dépose l'amendement n° 52 qui vise à faire en sorte que le renvoi à l'article 3 du Traité sur l'Union européenne soit lu conjointement avec l'article-clé 119 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

Point C/1 (nouveau)

Amendement n° 35

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 35 qui vise à insérer un point C/1 (nouveau) dans les considérants. L'amendement vise à préciser la base juridique de la politique de l'emploi de l'Union européenne.

Amendement n° 53

M. Daems dépose l'amendement n° 53 qui vise à insérer un point C/1 (nouveau) dans les considérants en vue de renforcer le texte initial.

Amendement n° 73

Mme Arena dépose l'amendement n° 73 qui vise à insérer un point C/1 (nouveau) dans les considérants. L'objectif est de faire référence au cadre financier pluriannuel de l'Union européenne.

Punt A/1 (nieuw)

Amendement nr. 34

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 34 in, dat ertoe strekt een punt A/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het amendement strekt ertoe de juridische grondslag voor het Europees beleid inzake onderzoek en economische ontwikkeling in te voegen.

Punt B/1 (nieuw)

Amendement nr. 37

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 37 in, dat ertoe strekt een punt B/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het amendement strekt ertoe de juridische basis van de resolutie inzake de commerciële politiek te preciseren.

Amendement nr. 52

De heer Daems dient een amendement nr. 52 in, dat strekt om het sleutelartikel 119 van het Verdrag betreffende de werking van de Europese Unie te koppelen aan artikel 3 van het naar het Verdrag betreffende de Europese Unie.

Punt C/1 (nieuw)

Amendement nr. 35

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 35 in, dat ertoe strekt een punt C/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het amendement strekt ertoe de juridische basis van de werkgelegenheidspolitiek in de Europese Unie te preciseren.

Amendement nr. 53

De heer Daems dient een amendement nr. 53 in, dat strekt om een punt C/1 (nieuw) in de considerans in te voegen met de bedoeling om de oorspronkelijke tekst te versterken.

Amendement nr. 73

Mevrouw Arena dient een amendement nr. 73 in, dat strekt om een punt C/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het is de bedoeling te verwijzen naar het meerjarig financieel kader van de Europese Unie.

Amendement n° 36

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 36 qui vise à insérer un point C/1 (nouveau) dans les considérants. L'amendement vise à préciser la base juridique de la politique européenne en matière de formation professionnelle.

Point F/1 (nouveau)

Amendement n° 18

M. Hellings dépose l'amendement n° 18 qui vise à insérer un point F/1 (nouveau) dans les considérants. L'objectif est de rappeler l'existence de la lettre du Commissaire européen en charge de l'Économie à propos du traitement des investissements publics.

Point G/1 (nouveau)

Amendement n° 54

M. Daems dépose l'amendement n° 54 qui vise à insérer un point G/1 (nouveau) dans les considérants. L'objectif est de souligner que la réindustrialisation ne pourra avoir lieu que si le système bancaire est assaini et si les entreprises et, en particulier, les PME, peuvent obtenir les crédits dont elles ont besoin.

Points H/1, H/2, H/3 (nouveaux)

Amendement n° 19

M. Hellings dépose l'amendement n° 19 qui vise à insérer les points H/1, H/2 et H/3 (nouveaux) dans les considérants. L'objectif est de rappeler les données qui révèlent le caractère très énergivore du modèle de développement économique de la Belgique.

Point I/1 (nouveau)

Amendement n° 55

M. Daems dépose l'amendement n° 55 qui vise à insérer un point I/1 (nouveau) dans les considérants. La mention du « Rapport sur les obstacles au commerce et à l'investissement » dans le point 1 constitue un ajout important.

Amendement nr. 36

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 36 in, dat ertoe strekt een punt C/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het amendement strekt ertoe te wijzen op de juridische grondslag van het Europees beleid inzake beroepsopleiding.

Punt F/1 (nieuw)

Amendement nr. 18

De heer Hellings dient een amendement nr. 18 in, dat strekt om een punt F/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Met dit amendement is het de bedoeling om te herinneren aan een brief van de Europese Commissaris belast met Economie over de overheids-investeringen.

Punt G/1 (nieuw)

Amendement nr. 54

De heer Daems dient een amendement nr. 54 in, dat strekt om een punt G/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het is de bedoeling om te wijzen op een belangrijke nevenvoorwaarde voor herindustrialisering, namelijk een goede kredietverstrekking aan de ondernemingen, KMO's, in een gezond bancaire systeem.

Punten H/1, H/2, H/3 (nieuw)

Amendement nr. 19

De heer Hellings dient een amendement nr. 19 in, dat strekt om de punten H/1, H/2 en H/3 (nieuw) in de considerans in te voegen. Met dit amendement is het de bedoeling om te herinneren aan gegevens die aantonen hoe energieverslindend het economische ontwikkelingsmodel van België is.

Punt I/1 (nieuw)

Amendement nr. 55

De heer Daems dient een amendement nr. 55 in, dat strekt om een punt I/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. De voorgestelde verwijzing naar het « *Trade and Investment Barriers Rapport report* » is een belangrijke aanvulling van het voorgestelde punt I.

Point J/1 (nouveau)

Amendement n° 56

M. Daems dépose l'amendement n° 56 qui vise à insérer un point J/1 (nouveau) dans les considérants. L'auteur souhaite introduire une référence au rapport final du groupe de travail de haut niveau sur l'emploi et la croissance et au potentiel que des accords de libre-échange offrent en matière de création d'emplois.

Amendement n° 68

Mme Matz dépose l'amendement n° 68 qui vise à insérer un point J/1 (nouveau) dans les considérants. L'auteure souhaite, par le biais de cette disposition, souligner le risque de détérioration de nos normes à la suite de la conclusion d'accords de libre-échange.

Point K/1 (nouveau)

Amendement n° 38

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 38 qui vise à insérer un point K/1 (nouveau) dans les considérants. L'amendement vise à rappeler l'existence du *Small Business Act* de 2008, dès lors que les PME constituent un véritable moteur économique en Belgique et en Europe.

Point L/1 (nouveau)

Amendement n° 57

M. Daems dépose l'amendement n° 57 qui vise à insérer un point L/1 (nouveau) dans les considérants. L'auteur souhaite insérer un renvoi à l'importance de l'innovation efficace.

Point M

Amendement n° 58

M. Daems dépose l'amendement n° 58 qui vise à supprimer le point M compte tenu de la connotation nationale.

Punt J/1 (nieuw)

Amendement nr. 56

De heer Daems dient een amendement nr. 56 in, dat strekt om een punt J/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. De indiener wenst een verwijzing op te nemen naar het Finale Rapport van de « *High Level Working Group on Jobs and Growth* » en de potentiële job-creatie ten gevolge van het sluiten van vrijhandelsakkoorden.

Amendement nr. 68

Mevrouw Matz dient een amendement nr. 68 in, dat strekt om een punt J/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. De indienster wenst met deze bepaling te wijzen op de mogelijke aantasting van onze standaarden als gevolg van het sluiten van vrijhandelsakkoorden.

Punt K/1 (nieuw)

Amendement nr. 38

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 38 in, dat ertoe strekt een punt K/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Het amendement strekt ertoe te herinneren aan de *Small Business Act* uit 2008 aangezien de KMO's een echte motor zijn voor de economische activiteit in België en Europa.

Punt L/1 (nieuw)

Amendement nr. 57

De heer Daems dient een amendement nr. 57 in, dat strekt om een punt L/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. De indiener wenst een verwijzing op te nemen naar het belang van efficiënte innovatie.

Punt M

Amendement nr. 58

De heer Daems dient een amendement nr. 58 in, dat strekt om punt M te doen vervallen gezien de nationale connotatie.

Point N/1 (nouveau)

Amendement n° 20

M. Hellings dépose l'amendement n° 20 qui vise à insérer un point N/1 (nouveau) dans les considérants. Cet amendement a pour objet de souligner les effets négatifs du projet de partenariat transatlantique pour les PME.

Point P

Amendement n° 59

M. Daems dépose l'amendement n° 59 visant à remplacer le point P de telle manière qu'il soit formulé en des termes plus nuancés.

Point Q

Amendement n° 60

M. Daems dépose l'amendement n° 60 visant à remplacer le point Q de telle manière qu'il soit formulé en des termes plus nuancés.

Points Q/1 et Q/2 (nouveaux)

Amendement n° 70

Mme Matz dépose l'amendement n° 70 qui vise à insérer les points Q/1 et Q/2 (nouveaux) dans les considérants. Cet amendement a pour objet d'attirer l'attention sur le cadre macroéconomique et financier qui doit, lui aussi, être adapté.

Point T

Amendement n° 61

M. Daems dépose l'amendement n° 61 tendant à remplacer le point T en vue de souligner l'importance de la lutte contre le protectionnisme.

Point W

Amendement n° 62

M. Daems dépose l'amendement n° 62 tendant à remplacer le point W, afin que l'accent puisse être mis sur la nécessité d'une approche globale de la politique industrielle.

Punt N/1 (nieuw)

Amendement nr. 20

De heer Hellings dient een amendement nr. 20 in, dat strekt om een punt N/1 (nieuw) in de considerans in te voegen. Met dit amendement is het de bedoeling te wijzen op de negatieve gevolgen van het project Trans-Atlantisch Partnerschap voor de KMO's.

Punt P

Amendement nr. 59

De heer Daems dient een amendement nr. 59 in, dat strekt om punt P te vervangen opdat het meer genuanceerd zou worden omschreven.

Punt Q

Amendement nr. 60

De heer Daems dient een amendement nr. 60 in, dat strekt om punt Q te vervangen opdat het meer genuanceerd zou worden omschreven.

Punten Q/1 en Q/2 (nieuw)

Amendement nr. 70

Mevrouw Matz dient een amendement nr. 70 in, dat strekt om de punten Q/1 en Q/2 (nieuw) in de considerans in te voegen. Met dit amendement is het de bedoeling te wijzen op het macro-economisch en financieel kader dat eveneens moet kloppen.

Punt T

Amendement nr. 61

De heer Daems dient een amendement nr. 61 in, dat strekt om punt T te vervangen opdat het belang van de strijd tegen het protectionisme kan worden benadrukt.

Punt W

Amendement nr. 62

De heer Daems dient een amendement nr. 62 in, dat strekt om punt W te vervangen opdat de nadruk kan worden gelegd op de noodzakelijke totaalbenadering van het industrieel beleid.

Dispositif

Plusieurs amendements ont été déposés en vue d'adapter le dispositif.

Phrase liminaire

Amendement n° 48

M. Verstreken dépose l'amendement n° 48 tendant à compléter le dispositif par les mots « , en concertation avec les autorités régionales, ». L'intervenant explique que la politique industrielle est une compétence essentiellement régionale et qu'il faut refléter cet aspect dans le texte.

Point 1

Amendement n° 63

M. Daems dépose l'amendement n° 63 visant à remplacer le point 1 du dispositif. Cet amendement reprend et regroupe des remarques formulées antérieurement. Dans un même temps, l'accent est mis sur les services qui sont liés à l'industrie et qui, de plus en plus, forment un tout avec celle-ci.

Amendement n° 39

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 39 qui tend à compléter le point 1 du dispositif. Le but de cet amendement est de préciser les principaux objectifs de la politique industrielle à mener.

Amendement n° 75

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 75 qui tend à compléter le point 1 du dispositif. Le but de cet amendement est de préciser les principaux objectifs de la politique industrielle à mener.

Les auteurs disent accorder la préférence à l'amendement n° 75 et annoncent qu'ils retireront l'amendement n° 39.

Point 1/1 (nouveau)

Amendement n° 21

M. Hellings dépose l'amendement n° 21 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 1/1 (nouveau). Le but est d'indiquer explicitement que les principes de

Dispositief

Teneinde het dispositief aan te passen, worden er verschillende amendementen ingediend.

Inleidende zin

Amendement nr. 48

De heer Verstreken dient amendement nr. 48 in dat ertoe strekt het dispositief aan te vullen met de volgende woorden : « , om in overleg met de regionale overheden, ». Spreker verklaart dat het industrieel beleid een hoofdzakelijk regionale bevoegdheid is en dat dit het best wordt weerspiegeld in de tekst.

Punt 1

Amendement nr. 63

De heer Daems dient amendement nr. 63 in dat ertoe strekt punt 1 van het dispositief te vervangen. Voorgesteld amendement herneemt eerdere opmerkingen en bundelt ze. Tevens wordt de nadruk gelegd op de diensten die gekoppeld zijn aan de industrie en er meer en meer een geheel mee vormen.

Amendement nr. 39

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 39 in dat ertoe strekt punt 1 van het dispositief aan te vullen. Doel van het amendement is de hoofddoelstellingen van de te voeren industriële politiek te preciseren.

Amendement nr. 75

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 75 in dat ertoe strekt punt 1 van het dispositief aan te vullen. Doel van het amendement is de hoofddoelstellingen van de te voeren industriële politiek te preciseren.

De indieners stellen dat ze de voorkeur geven aan amendement nr. 75 en verklaren amendement nr. 39 te zullen intrekken.

Punt 1/1 (nieuw)

Amendement nr. 21

De heer Hellings dient amendement nr. 21 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 1/1 (nieuw) in te voegen. Bedoeling is expliciet te vermelden dat de

l'écologie industrielle et d'économie circulaire doivent être ancrés au cœur de cette réindustrialisation.

Amendement n° 40

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 40 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 1/1 (nouveau). Les auteurs souhaitent que toutes les initiatives pouvant avoir un impact quelconque sur la compétitivité fassent l'objet d'une évaluation systématique.

Amendement n° 76

M. Bellot et consorts déposent l'amendement n° 76 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 1/1 (nouveau). Les auteurs souhaitent que toutes les initiatives pouvant avoir un impact quelconque sur la compétitivité fassent l'objet d'une évaluation systématique.

Les auteurs affirment que leur préférence va à l'amendement n° 76 et que l'amendement n° 40 sera retiré.

Points 2/1 et 2/2 (nouveaux)

Amendement n° 22

M. Hellings dépose l'amendement n° 22 qui vise à insérer, dans le dispositif, les points 2/1 et 2/2 (nouveaux). Le but est de rappeler explicitement l'importance d'une intégration européenne plus ferme en matière sociale ainsi que le point de vue traditionnel de la Belgique en matière de fiscalité européenne.

Amendement n° 41

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 41 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 2/1 (nouveau). Les auteurs souhaitent que l'on défende une politique économique et industrielle répondant aux besoins spécifiques des PME et visant à soutenir leur compétitivité.

Amendement n° 64

M. Daems dépose l'amendement n° 64 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 2/1 (nouveau). L'amendement proposé prône en particulier la création d'une agence de l'Union européenne spécialisée dans l'innovation, un meilleur transfert de connaissances

beginselen van de industriële ecologie en van de circulaire economie in deze herindustrialisering moeten geïntegreerd worden.

Amendement nr. 40

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 40 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 1/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat alle initiatieven die een mogelijke impact hebben op de competitiviteit systematisch zouden worden geëvalueerd.

Amendement nr. 76

De heer Bellot c.s. dient een amendement nr. 76 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 1/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat alle initiatieven die een mogelijke impact hebben op de competitiviteit systematisch zouden worden geëvalueerd.

De indieners stellen dat ze de voorkeur geven aan amendement nr. 76 en verklaren amendement nr. 40 te zullen intrekken.

Punten 2/1 en 2/2 (nieuw)

Amendement nr. 22

De heer Hellings dient amendement nr. 22 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 2/1 en 2/2 (nieuw) in te voegen. Bedoeling is expliciet te verwijzen naar het belang van Europese integratie inzake sociale zaken en naar het traditionele Belgische standpunt inzake Europese fiscaliteit.

Amendement nr. 41

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 41 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 2/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat een economisch en industrieel beleid wordt verdedigd dat beantwoordt aan de specifieke noden van de KMO's en dat erop gericht is om hun concurrentievermogen te ondersteunen.

Amendement nr. 64

De heer Daems dient amendement nr. 64 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 2/1 (nieuw) in te voegen. In het voorgestelde amendement wordt in het bijzonder gepleit voor een gespecialiseerd EU-agentschap voor Innovatie, voor een betere kennisover-

entre le monde universitaire et le monde industriel et des avancées concrètes et réelles en matière de réseaux d'infrastructures durables.

Amendement n° 77

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 77 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 2/1 (nouveau). Les auteurs souhaitent que l'on défende une politique économique et industrielle répondant aux besoins spécifiques des PME et visant à soutenir leur compétitivité.

Ils affirment que leur préférence va à l'amendement n° 77 et que l'amendement n° 41 sera retiré.

Point 3

Amendement n° 42

MM. Bellot et Miller déposent un amendement n° 42 visant à remplacer, dans le point 3 du dispositif, le mot « nationaux » par les mots « et les partenariats public-privé ».

Amendement n° 65

M. Daems dépose l'amendement n° 65 visant à supprimer, au point 3 du dispositif, le mot « nationaux ». L'auteur estime que ce mot n'a pas sa place dans cette disposition.

Point 3/1 (nouveau)

Amendement n° 23

M. Hellings dépose l'amendement n° 23 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 3/1 (nouveau). L'amendement proposé rappelle certains messages issus de la lettre du Commissaire Rehn ainsi qu'une disposition du « six pack ».

Amendement n° 43

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 43 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 3/1 (nouveau). Pour les auteurs, il est important d'accorder une priorité aux technologies émergentes dans le cadre du soutien apporté à la R&D et à l'innovation.

dracht tussen de academische wereld en de bedrijfs-wereld en voor een daadwerkelijke vooruitgang inzake duurzame infrastructuurnetwerken.

Amendement nr. 77

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 77 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 2/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat een economische en industrieel beleid wordt verdedigd dat beantwoordt aan de specifieke noden van de KMO's en dat erop gericht is om hun concurrentievermogen te ondersteunen.

De indieners stellen dat ze de voorkeur geven aan amendement nr. 77 en verklaren amendement nr. 41 te zullen intrekken.

Punt 3

Amendement nr. 42

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 42 in dat ertoe strekt in punt 3 van het dispositief de woorden « de nationale investeringen » te vervangen door de woorden « de investeringen en de publiek-private samenwerking ».

Amendement nr. 65

De heer Daems dient amendement nr. 65 in dat ertoe in strekt punt 3 van het dispositief het woord « nationale » te doen vervallen. De indiener is van mening dat dit woord daar niet thuishoort.

Punt 3/1 (nieuw)

Amendement nr. 23

De heer Hellings dient amendement nr. 23 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 3/1 (nieuw) in te voegen. Voorgesteld amendement herinnert aan een aantal boodschappen in de brief van commissaris Rehn en aan de *six pack*-bepaling.

Amendement nr. 43

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 43 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 3/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat in het kader van de steun die wordt gegeven aan onderzoek, ontwikkeling en innovatie, vooral voorrang wordt verleend aan nieuwe technologieën.

Point 4

Amendement n° 66

M. Daems dépose l'amendement n° 66 visant à remplacer le point 4 du dispositif. L'amendement proposé nuance le texte initialement proposé.

Point 4/1 (nouveau)

Amendement n° 24

M. Hellings dépose l'amendement n° 24 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4/1 (nouveau). L'amendement proposé rappelle la position belge visant une Europe où la convergence économique et sociale se fait vers le haut.

Amendement n° 44

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 44 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4/1 (nouveau). Les auteurs souhaitent que les initiatives visant à renforcer le marché intérieur soient soutenues de manière certaine.

Point 4/2 (nouveau)

Amendement n° 45

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 45 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4/2 (nouveau). Les auteurs veulent que la convergence soit promue au sein de l'OMC.

Amendement n° 78

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 78 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4/2 (nouveau). Les auteurs veulent que la convergence soit promue au sein de l'OMC.

Point 4/3 (nouveau)

Amendement n° 46

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 46 qui vise à insérer, dans le dispositif, un point 4/3 (nouveau). Les auteurs demandent de plaider pour faire respecter les droits de la propriété intellectuelle,

Punt 4

Amendement nr. 66

De heer Daems dient amendement nr. 66 in dat ertoe strekt punt 4 van het dispositief te vervangen. Voorgesteld amendement nuanceert de oorspronkelijk voorgestelde tekst.

Punt 4/1 (nieuw)

Amendement nr. 24

De heer Hellings dient amendement nr. 24 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 4/1 (nieuw) in te voegen. Voorgesteld amendement herinnert aan het Belgische standpunt voor Europa waar economische en sociale convergentie uitstijgen boven de minimumnorm.

Amendement nr. 44

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 44 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 4/1 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat initiatieven die tot doel hebben de interne markt te versterken zeker zouden worden ondersteund.

Punt 4/2 (nieuw)

Amendement nr. 45

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 45 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 4/2 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat binnen de Wereldorganisatie wordt gevraagd de convergentie te ondersteunen.

Amendement nr. 78

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 78 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 4/2 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat binnen de Wereldorganisatie wordt gevraagd de convergentie te ondersteunen.

Punt 4/3 (nieuw)

Amendement nr. 46

De heren Bellot en Miller dienen een amendement nr. 46 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 4/3 (nieuw) in te voegen. De indieners wensen dat wordt gepleit voor de inachtneming van de intellectuele

notamment en ce qui concerne l'établissement d'un système efficace de brevet européen et de règlement des litiges en matière de brevets.

Point 5

Amendement n° 67

M. Daems dépose l'amendement n° 67 visant à remplacer le point 5 du dispositif en vue de souligner l'importance des accords de libre-échange.

Points 5/1 et 5/2 (nouveaux)

Amendement n° 25

M. Hellings dépose l'amendement n° 25 qui vise à insérer, dans le dispositif, les points 5/1 et 5/2 (nouveaux) visant à mieux baliser la négociation du Traité transatlantique.

Mme Matz tient à expliquer son abstention lors du vote de cet amendement. Elle avait introduit un amendement similaire, mais il a été décidé d'un commun accord de ne pas parler de la négociation du Traité transatlantique dans le texte de cette résolution, car cela impliquerait qu'il faille parler de tous les accords. L'intervenante se rallie à la décision de la majorité, mais n'est quand même pas d'accord avec ce qui se passe au niveau des négociations de cet accord.

M. Hellings précise que le Traité transatlantique touche potentiellement 830 millions de consommateurs et serait le plus grand accord commercial jamais conclu au monde. S'il est approuvé, il aura des conséquences pour l'entièreté du commerce mondial. L'intervenant estime donc qu'il est stupide de ne pas intégrer cet aspect dans une résolution concernant la réindustrialisation de l'Europe.

Mme Arena explique que la volonté de ne pas intégrer la question du Traité transatlantique dans la résolution découle du fait qu'elle mérite d'avoir une résolution à elle seule. Il est difficile d'aborder cette question en un article, alors que la question de l'accord transatlantique est beaucoup plus profonde. L'intervenante sera heureuse d'apporter son soutien si une résolution à propos de ce Traité est mise à l'ordre du jour.

M. Laaouej précise que voter contre l'amendement de M. Hellings ne veut pas dire voter pour le Traité transatlantique. L'intervenant votera contre l'amendement, car il estime qu'il s'agit d'un thème différent qui peut faire l'objet d'une autre résolution. Le Traité

eigendomsrechten, voor een efficiënt Europees octrooisysteem en een efficiënte regeling van geschillen met betrekking tot octrooien.

Punt 5

Amendement nr. 67

De heer Daems dient amendement nr. 67 in dat ertoe strekt punt 5 van het dispositief te vervangen waardoor eveneens het belang van vrijhandelsakkoorden wordt benadrukt.

Punten 5/1 en 5/2 (nieuw)

Amendement nr. 25

De heer Hellings dient amendement nr. 25 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 5/1 en 5/2 (nieuw) in te voegen opdat de onderhandelingen over het Trans-Atlantisch Verdrag beter zouden worden afgebakend.

Mevrouw Matz staat erop te verduidelijken waarom zij zich onthouden heeft bij de stemming over dit amendement. Ze had een gelijkaardig amendement ingediend, maar in onderling overleg werd er besloten om de onderhandelingen over het trans-Atlantisch verdrag niet te vermelden in deze resolutie; dat zou immers betekenen dat over alle verdragen gesproken moet worden. Spreekster stemt in met de beslissing van de meerderheid, maar is het toch niet eens met wat er zich afspeelt op het niveau van de onderhandelingen over dat verdrag.

De heer Hellings verduidelijkt dat het trans-Atlantisch verdrag 830 miljoen consumenten kan bereiken en het grootste handelsverdrag ooit zou zijn. Indien het wordt goedgekeurd, zal het gevolgen hebben voor de hele wereldhandel. Spreker meent dus dat het absurd is om het niet op te nemen in een resolutie betreffende de herindustrialisering van Europa.

Mevrouw Arena legt uit dat men het trans-Atlantisch verdrag niet wil opnemen in de resolutie, omdat het een aparte resolutie verdient. Het is moeilijk om dat verdrag te bespreken in een artikel, terwijl het zo verregaand is. Wanneer er een resolutie betreffende dat verdrag op de agenda wordt gezet, zal spreekster die graag steunen.

De heer Laaouej verduidelijkt dat een stem tegen het amendement van de heer Hellings niet automatisch een stem voor het trans-Atlantisch verdrag is. Spreker zal tegen het amendement stemmen, omdat hij vindt dat het een ander onderwerp betreft waar een andere

transatlantique mérite qu'on lui consacre plus de temps et de débat.

M. Hellings espère donc que sa proposition de résolution relative aux négociations en vue de l'accord de commerce et d'investissement entre l'Union européenne et les États-Unis d'Amérique (voir doc. Sénat n° 5-2275/1) pourra rapidement être analysée au sein de la commission des Relations extérieures et de la Défense.

Point 6

Amendement n° 49

M. Verstreken dépose l'amendement n° 49 visant à remplacer le point 6 du dispositif. Le nouveau point 6 vise à demander que l'on examine préalablement les effets de l'instauration d'une contribution sociale et environnementale.

Amendement n° 72

Mme Matz dépose l'amendement n° 72 visant à remplacer le point 6 du dispositif. Il s'agit ici de souligner la nécessité de lutter contre le dumping social et environnemental.

Amendement n° 79 (sous-amendement à l'amendement n° 49)

Mme Matz dépose l'amendement n° 79, qui vise à mentionner explicitement le terme « primes » dans le texte proposé par l'amendement n° 49.

Point 7

Amendement n° 47

MM. Bellot et Miller déposent l'amendement n° 47 qui tend à supprimer le point 7 du dispositif. Les auteurs estiment que la disposition proposée n'a pas sa place dans la résolution en projet.

Amendement n° 50

M. Verstreken dépose l'amendement n° 50 visant à remplacer le point 7 du dispositif. L'objectif de la disposition proposée est de garantir un contrôle plus strict des normes visées en l'espèce.

résolution aan kan worden gewijd. Het trans-Atlantisch verdrag verdient meer tijd en debat.

De heer Hellings hoopt bijgevolg dat de Commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en voor de Landsverdediging zijn voorstel van resolutie betreffende de onderhandelingen over een handels- en investeringsovereenkomst tussen de Europese Unie en de Verenigde Staten van Amerika (zie stuk Senaat, nr. 5-2275/1) spoedig zal kunnen onderzoeken.

Punt 6

Amendement nr. 49

De heer Verstreken dient amendement nr. 49 in dat ertoe strekt punt 6 van het dispositief te vervangen. Hierdoor wordt gevraagd de effecten vooraf te onderzoeken van het invoeren van een sociale en milieugerelateerde bijdrage.

Amendement nr. 72

Mevrouw Matz dient amendement nr. 72 in dat ertoe strekt punt 6 van het dispositief te vervangen. Hier wordt gevraagd dat de sociale en milieudumping zou worden tegengegaan.

Amendement nr. 79 (subamendement op amendement nr. 49)

Mevrouw Matz dient amendement nr. 79 in dat ertoe strekt in de voorgestelde tekst van het amendement nr. 49 ook uitdrukkelijk « premies » te vermelden.

Punt 7

Amendement nr. 47

De heren Bellot en Miller dienen amendement nr. 47 in dat ertoe strekt punt 7 van het dispositief te doen vervallen. De indieners zijn van oordeel dat de voorgestelde bepaling niet thuishoort in deze resolutie.

Amendement nr. 50

De heer Verstreken dient amendement nr. 50 in dat ertoe strekt punt 7 van het dispositief te vervangen. Via de voorgestelde bepaling is het de bedoeling om de normen waarop wordt aangedrongen duidelijker te controleren.

Point 8

Amendement n° 80

Mme Arena dépose l'amendement n° 80, qui vise à supprimer le point 8 du dispositif. Elle renvoie à cet égard au cadre financier pluriannuel de l'Union européenne.

Point 9 (nouveau)

Amendement n° 69

Mme Matz dépose l'amendement n° 69 visant à insérer un point 9 (nouveau) dans le dispositif, en vue de garantir la transparence nécessaire sur la portée des concessions avancées par la Commission dans le cadre du TTIP.

Point 10 (nouveau)

Amendement n° 71

Mme Matz dépose l'amendement n° 71, qui vise à insérer dans le dispositif un point 10 (nouveau) soulignant la nécessité de rechercher les modalités d'une mutualisation de la dette excédant les 60 % du PIB.

Votes

Les amendements n^{os} 1 à 17 et 26 à 32 de M. Daems sont retirés.

Les amendements n^{os} 18 à 21 de M. Hellings sont rejetés par 9 voix.

L'amendement n° 22 de M. Hellings est rejeté par 6 voix contre 1 et 3 abstentions.

L'amendement n° 23 de M. Hellings est rejeté par 5 voix contre 1 et 4 abstentions.

L'amendement n° 24 de M. Hellings est rejeté par 1 voix contre 1 et 8 abstentions.

L'amendement n° 25 de M. Hellings est rejeté par 8 voix contre 1 et 1 abstention.

Les amendements n^{os} 33, 34 et 36 de MM. Bellot et Miller sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

Les amendements n^{os} 35 et 37 de MM. Bellot et Miller sont retirés.

Punt 8

Amendement nr. 80

Mevrouw Arena dient amendement nr. 80 in dat ertoe strekt punt 8 van het dispositief te doen vervallen. Spreekster verwijst hiervoor naar het meerjarig financieel kader van de Europese Unie.

Punt 9 (nieuw)

Amendement nr. 69

Mevrouw Matz dient amendement nr. 69 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 9 (nieuw) in te voegen om transparantie over de draagwijdte van de door de Commissie voorgestelde concessies in het kader van het TIPP te garanderen.

Punt 10 (nieuw)

Amendement nr. 71

Mevrouw Matz dient amendement nr. 71 in dat ertoe strekt in het dispositief een punt 10 (nieuw) in te voegen betreffende het zoeken naar een manier om de schuld die hoger is dan 60 % van het BNP te verdelen.

Stemmingen

De amendementen nrs. 1 tot 17 en 26 tot 32 van de heer Daems worden ingetrokken.

De amendementen nrs. 18 tot 21 van de heer Hellings worden verworpen met 9 stemmen.

Amendement nr. 22 van de heer Hellings wordt verworpen met 6 stemmen tegen 1 bij 3 onthoudingen.

Amendement nr. 23 van de heer Hellings wordt verworpen met 5 stemmen tegen 1 bij 4 onthoudingen.

Amendement nr. 24 van de heer Hellings wordt verworpen met 1 stem tegen 1 stem bij 8 onthoudingen.

Amendement nr. 25 van de heer Hellings wordt verworpen met 8 stemmen tegen 1 stem bij 1 onthouding.

De amendementen nrs. 33, 34 en 36 van de heren Bellot en Miller worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 35 en 37 van de heren Bellot en Miller worden ingetrokken.

L'amendement n° 38 de MM. Bellot et Miller est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

Les amendements n°s 39 à 45 et 47 de MM. Bellot et Miller sont retirés.

L'amendement n° 46 de MM. Bellot et Miller est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Les amendements n°s 48 et 50 de M. Verstreken sont adoptés par 9 voix et 1 abstention.

Les amendements n°s 51 à 60, 62 et 63 de M. Daems sont adoptés à l'unanimité des 9 membres présents.

L'amendement n° 61 de M. Daems est rejeté par 3 voix et 6 abstentions.

L'amendement n° 64 de M. Daems est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

L'amendement n° 65 de M. Daems est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 66 de M. Daems est adopté par 9 voix.

L'amendement n° 67 de M. Daems est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

Les amendements n°s 68, 69 et 72 de Mme Matz sont retirés.

L'amendement n° 70 de Mme Matz est rejeté par 1 voix contre 1 et 7 abstentions.

L'amendement n° 71 de Mme Matz est rejeté par 7 voix contre 1 et 2 abstentions.

L'amendement n° 73 de Mme Arena est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

L'amendement n° 74 de MM. Bellot et Miller et Mme Arena est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 75 de MM. Bellot et Miller est adopté à l'unanimité des 9 membres présents.

L'amendement n° 76 de MM. Bellot et Miller est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 77 de MM. Bellot et Miller est adopté à l'unanimité des 10 membres présents.

L'amendement n° 78 de MM. Bellot et Miller est adopté par 9 voix et 1 abstention.

Amendement nr. 38 van de heren Bellot en Miller wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

De amendementen nrs. 39 tot 45 en 47 van de heren Bellot en Miller worden ingetrokken.

Amendement nr. 46 van de heren Bellot en Miller wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De amendementen nrs. 48 en 50 van de heer Verstreken worden aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

De amendementen nrs. 51 tot 60 en 62 en 63 van de heer Daems worden eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement nr. 61 van de heer Daems wordt verworpen met 3 stemmen bij 6 onthoudingen.

Amendement nr. 64 van de heer Daems wordt eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Amendement nr. 65 van de heer Daems wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 66 van de heer Daems wordt aangenomen met 9 stemmen.

Amendement nr. 67 van de heer Daems wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

De amendementen nrs. 68, 69 en 72 van mevrouw Matz worden ingetrokken.

Amendement nr. 70 van mevrouw Matz wordt verworpen met 1 stem tegen 1 stem bij 7 onthoudingen.

Amendement nr. 71 van mevrouw Matz wordt verworpen met 7 stemmen tegen 1 stem bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 73 van mevrouw Arena wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement nr. 74 van de heren Bellot en Miller en mevrouw Arena wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendementen nr. 75 van de heren Bellot en Miller wordt eenparig aangenomen door de 9 aanwezige leden.

Amendement nr. 76 van de heren Bellot en Miller worden aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 77 van de heren Bellot en Miller worden eenparig aangenomen door de 10 aanwezige leden.

Amendement nr. 78 van de heren Bellot en Miller wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

L'amendement n° 79 de Mme Matz et M. Verstreken est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'amendement n° 49 de M. Verstreken est adopté par 8 voix et 2 abstentions.

L'amendement n° 80 de Mme Arena est adopté par 9 voix et 1 abstention.

L'ensemble de la proposition de résolution ainsi amendée est adoptée par 9 voix et 1 abstention.

Confiance a été faite au rapporteur pour la présentation d'un rapport oral en séance plénière.

Le rapporteur,

Rik DAEMS.

La présidente,

Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

Texte adopté par la commission :
voir le doc. Sénat, n° 5-1950/6.

Amendement nr. 79 van mevrouw Matz en de heer Verstreken wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Amendement nr. 49 van de heer Verstreken wordt aangenomen met 8 stemmen bij 2 onthoudingen.

Amendement nr. 80 van mevrouw Arena wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Het geheel van het geamendeerde voorstel van resolutie wordt aangenomen met 9 stemmen bij 1 onthouding.

Vertrouwen werd geschonken aan de rapporteur voor het uitbrengen van een mondeling verslag aan de plenaire vergadering.

De rapporteur,

Rik DAEMS.

De voorzitter,

Fauzaya TALHAOUI.

*
* *

Tekst aangenomen door de commissie :
zie stuk nr. 5-1950/6.